



INNOVATEUR D'ASSURANCES

La
Pvélo 

CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat d'assurance est conclu pour une durée d'un an. Sauf si l'une des parties s'y oppose au moins trois mois avant l'échéance annuelle mentionnée dans les conditions particulières du contrat, celui-ci est reconduit tacitement pour des périodes consécutives d'un an. La renonciation à la reconduction se fait par lettre recommandée, par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : Définitions	1
Article 1. Définitions communes à l'ensemble des conditions générales	1
Article 2. Définitions propres au Titre I « Responsabilité civile vélo »	2
Article 3. Définitions propres au Titre II « Omnium vélo »	3
Article 4. Définitions propres au Titre III « Police cycliste »	5
Article 5. Définitions propres au Titre V « Assistance vélo »	5
CHAPITRE 2 : Intervenants	6
Article 6. Identification des intervenants	6
Article 7. Agrément des intervenants	7
Article 8. Rôle des intervenants	7
TITRE I : RESPONSABILITE CIVILE VÉLO	8
CHAPITRE 1 : Objet et étendue de l'assurance	8
Article 1.	8
Article 2.	8
Article 3.	9
Article 4.	9
Article 5.	10
Article 6.	10
Article 7.	11
CHAPITRE 2 : Sinistres et actions judiciaires	11
Article 8.	11
Article 9.	11
Article 10.	11
Article 11.	12
Article 12.	12
Article 13.	12
Article 14.	12
Article 15.	13
CHAPITRE 3 : Recours d'Aedes	13
Article 16.	13
Article 17.	13
TITRE II : OMNIUM VÉLO	15
CHAPITRE 1 : Clause Cannibale	15
CHAPITRE 2 : Objet et étendue de la garantie	15
Article 1. Objet de la garantie	15
Article 2. Étendue territoriale	15
CHAPITRE 3 : Conditions d'assurance	15
Article 3. Conditions générales	15
CHAPITRE 4 : Sinistres	16
Article 4. Obligations de l'assuré	16
Article 5. Sanction en cas de non-respect des obligations	17
Article 6. Expertise	17
Article 7. Évaluation des dommages	17
Article 8. Fixation de la valeur du vélo ou de l'engin de déplacement avant sinistre et de l'indemnisation	17

Article 9. Contestations.....	18
Article 10. Franchise	18
Article 11. Paiement des indemnités	18
Article 12. Subrogation	19
CHAPITRE 5 : Exclusions de garantie	20
Article 13. Exclusions générales	20
Article 14. Exclusions de la garantie « Vol ».....	20
Article 15. Exclusions de la garantie « Dégâts matériels »	21
TITRE III : POLICE CYCLISTE	22
CHAPITRE 1 : Objet et étendue de la garantie	22
Article 1. Objet de la garantie	22
Article 2. Étendue territoriale	22
Article 3. Exclusions de garantie	22
CHAPITRE 2 : Sinistres.....	23
Article 4. Obligations de l'assuré	23
Article 5. Sanction en cas de non-respect des obligations.....	23
Article 6. Évaluation des dommages et fixation de l'indemnité.....	24
Article 7. Contestation	25
Article 8. Subrogation	25
TITRE IV : PROTECTION JURIDIQUE VÉLO.....	26
CHAPITRE 1 : Dispositions spécifiques à la protection juridique vélo.....	26
Article 1. Préalable.....	26
Article 2. Vélo assuré	26
Article 3. Personnes assurées	26
Article 4. Montants assurés	26
Article 5. Étendue territoriale	26
Article 6. Précisions quant à la couverture	26
Article 7. Exclusions de garantie	27
CHAPITRE 2 : Dispositions communes à toute police protection juridique	28
Article 8. Qu'entend-on par sinistre et besoin de protection juridique ?.....	28
Article 9. Quand le sinistre doit-il survenir pour pouvoir bénéficier de notre garantie ?	28
Article 10. Que se passe-t-il et que faut-il faire en cas de sinistre ?	29
Article 11. Subrogation et principe indemnitaire.....	31
TITRE V : ASSISTANCE VÉLO	32
CHAPITRE 1 : Objet et étendue de la garantie	32
Article 1. Objet de la garantie	32
Article 2. Étendue territoriale	32
Article 3. Exclusions de garantie	32
CHAPITRE 2 : Conditions d'octroi du service d'assistance	33
Article 4. Limite d'intervention	33
Article 5. Déclaration : obligation et délai.....	33
Article 6. Auto-assistance	33
CHAPITRE 3 : Service d'Assistance.....	34
Article 7. Dépannage – remorquage en cas d'incident technique.....	34
CHAPITRE 4 : Cadre juridique	34
Article 8. Subrogation	34
Article 9. Pluralité d'assurances.....	34

Article 10. Obligations des parties	35
Article 11. Intervention non-contractuelle	36
TITRE VI : DISPOSITIONS COMMUNES	37
CHAPITRE 1 : Description et modification du risque – Déclarations du preneur d’assurance	37
Article 1. Déclaration du risque	37
Article 2. Modification du risque	37
CHAPITRE 2 : Prise d’effet, durée, renouvellement et fin du contrat.....	38
Article 3. Prise d’effet du contrat.....	38
Article 4. Durée et renouvellement du contrat	38
Article 5. Faculté de résiliation par le preneur d’assurance.....	38
Article 6. Faculté de résiliation par Aedes	39
Article 7. Modalités de résiliation	40
Article 8. Disparition du risque	40
Article 9. Faillite du preneur d’assurance	41
Article 10. Décès du preneur d’assurance	41
CHAPITRE 3 : Paiement des primes, modification des conditions d’assurance et du tarif	41
Article 11. Paiement de la prime	41
Article 12. Non-paiement de prime	41
Article 13. Modification des conditions d’assurance et du tarif	42
CHAPITRE 4 : Communications et notifications.....	42
Article 14. Communications à l’assuré.....	42
Article 15. Communications aux différents intervenants repris au chapitre 2 des « Dispositions introductives »	42
CHAPITRE 5 : Droit applicable et juridictions compétentes	43
Article 16. Droit applicable et juridictions compétentes	43
CHAPITRE 6 : Hiérarchie des conditions	44
Article 17. Hiérarchie des conditions	44
CHAPITRE 7 : Traitement des réclamations et plaintes	44
Article 18. Traitement des réclamations et plaintes	44
CHAPITRE 8 : Traitement des données à caractère personnel	45
Article 19. Traitement des données à caractère personnel.....	45
CHAPITRE 9 : Politique en matière de gestion des conflits d’intérêts	47
Article 20. Politique en matière de gestion des conflits d’intérêts.....	47

INTRODUCTION

CHAPITRE 1 : Définitions

Le présent chapitre s'applique sans préjudice des définitions figurant aux termes de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances ou d'autres réglementations.

Article 1. Définitions communes à l'ensemble des conditions générales

Compétition

Toute épreuve cycliste amateur à l'issue de laquelle aucune récompense pécuniaire n'est attribuée.

Franchise

La partie du dommage qui reste à charge du preneur d'assurance ou de l'assuré pour tout sinistre.

Preneur d'assurance

La personne physique ou morale qui conclut le contrat d'assurance.

Proposition d'assurance

Le formulaire émanant d'Aedes, à remplir par le preneur d'assurance, et destiné à éclairer Aedes sur la nature de l'opération et sur les faits et circonstances qui constituent pour elle des éléments d'appréciation du risque.

Tiers

Toute personne autre que le preneur d'assurance ou l'assuré tel que défini aux articles 2 à 5 du présent chapitre.

Vélo et engin de déplacement

Pour l'application des présentes conditions générales, l'on entend par « vélo », tout cycle à 2 ou 3 roues (sauf pour les Speed Pedelec, qui ne peuvent être qu'à 2 roues), propulsé à l'aide de pédales ou de manivelles par un ou plusieurs occupant(s) et non pourvu d'un moteur à l'exception d'un moteur électrique d'appoint.

Les cycles sont regroupés dans les catégories suivantes :

- **Vélo de course**

Le vélo (non électrique) destiné à une utilisation sur route goudronnée uniquement, dans le cadre ou non de compétition.

- **VTT**

Le vélo tout terrain (non électrique) destiné à une utilisation sur terrain accidenté et hors route goudronnée, dans le cadre ou non de compétition.

- **Vélo électrique**

Vélo électrique ≤ 25 km/h

> Le « **vélo électrique** » muni d'un moteur électrique d'appoint dont la puissance nominale continue maximale est de 0,25 KW et dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le vélo atteint la vitesse de 25 km/h, ou plus tôt si le cycliste arrête de pédaler.

> Le « **cycle motorisé** » est un vélo muni d'un moteur électrique d'appoint dont la puissance nominale continue maximale est de 1 KW et dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le vélo atteint la vitesse de 25 km/h. Le cycle motorisé dispose toujours d'une assistance au pédalage, mais peut éventuellement être équipé d'un moteur électrique capable de fonctionner de manière autonome. Il s'agit dans ce dernier cas d'un « *vélo électrique ≤ 25 km/h autonome* ».

Speed Pedelec

Le « **Speed Pedelec** » est un vélo muni d'un moteur électrique d'appoint dont la puissance nominale continue maximale est de 4 KW et dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le vélo atteint la vitesse de 45 km/h. Le Speed Pedelec dispose toujours d'une assistance au pédalage mais peut éventuellement être équipé d'un moteur électrique capable de fonctionner de manière autonome sans devoir pédaler. Il s'agit dans ce dernier cas d'un « *Speed Pedelec autonome* ».

- **Autre vélo**

Le vélo qui ne rentre pas dans les catégories définies ci-dessus, tel que le vélo de ville, le tandem, le biporteur et le tricycle.

- **Engin de déplacement**

Pour l'application des présentes conditions générales, l'on entend par « engin de déplacement » les catégories suivantes :

Engin de déplacement motorisé

> **Tout véhicule à moteur à une roue ou plus** dont la vitesse maximale est limitée à 45 km/h. Sont notamment visés la trottinette électrique, l'hoverboard, le gyropode, la monoroue électrique, le segway, les chaises roulantes électriques. Ne sont pas compris dans cette définition les pocket bikes et autres mini-motos.

Engin de déplacement non motorisé

> Tout véhicule qui ne répond pas à la définition de cycle, qui est propulsé par la force musculaire de son ou de ses occupant(s) et qui n'est pas pourvu d'un moteur. Sont notamment visés la chaise roulante, les rollers, les patins à roulettes, la trottinette, le skateboard.

Article 2. Définitions propres au Titre I « Responsabilité civile vélo »

Assuré

Toute personne dont la responsabilité civile est couverte par le Titre I « Responsabilité civile vélo ».

Engin de déplacement assuré

L'engin de déplacement désigné aux conditions particulières.

Personnes lésées

Les personnes ayant subi un dommage donnant lieu à l'application du présent contrat d'assurance ainsi que leurs ayants droit.

Sinistre

Tout fait ayant causé un dommage pouvant donner lieu à l'application du présent contrat d'assurance.

Vélo assuré

Le vélo désigné aux conditions particulières ; tout ce qui lui est attelé est considéré comme en faisant partie.

Article 3. Définitions propres au Titre II « Omnium vélo »

Accessoires

Les pièces supplémentaires fixées sur le vélo ou l'engin de déplacement assuré, telles que mentionnées sur la facture d'achat (éventuellement séparée de la facture d'achat et dont le prix est intégré dans le montant assuré). Les accessoires amovibles sont couverts en dégâts matériels sur production de leur facture d'achat avec un plafond de 250 € TVAC par accessoire.

Antivol référencé

Tout antivol d'une valeur de minimum 60 € TVAC permettant d'attacher le cadre du vélo ou de l'engin de déplacement assuré à un point d'attache fixe. Lorsque le cadenas référencé est un antivol de cadre (bloquant la roue arrière), il doit être utilisé en association avec un câble ou une chaîne dont la valeur minimale est de 30 € TVAC. L'antivol sécurisant l'engin de déplacement doit être adapté à son usage, c'est-à-dire permettre l'attache du cadenas à un élément de structure fiable ne pouvant être démonté ou dévissé.

Assuré

Le preneur d'assurance, propriétaire du vélo ou de l'engin de déplacement assuré, et le conducteur autorisé de ce vélo ou de cet engin de déplacement.

Dégât matériel

Tout dommage au vélo ou à l'engin de déplacement assuré suite à une chute, une collision, un contact accidentel en ce compris le chargement et le déchargement, un basculement, un heurt ou du vandalisme. Tout dommage au vélo ou à l'engin de déplacement assuré causé par un incendie ou les forces de la nature.

Facture d'achat

La facture d'achat établie au nom du preneur ou d'un membre de sa famille, provenant d'un vendeur professionnel agréé. Elle peut également être établie au nom d'une tierce personne pour autant que le preneur d'assurance justifie d'un intérêt à la souscription d'une assurance. Sont uniquement acceptées les factures d'achat à l'état neuf ainsi que les factures de vélos ou d'engins de déplacement acquis d'occasion établies par un vendeur professionnel.

Local privatif, entièrement clos, couvert et fermé à clé

Tout local privatif où seuls le preneur, les membres de sa famille et toute autre personne autorisée par le preneur ont accès. Est assimilé à un local le véhicule fermé à clé. Sont exclus de la définition les parties communes d'un immeuble et les emplacements de garages non fermés par une porte accessible au seul preneur, aux membres de sa famille et à toute autre personne autorisée par celui-ci.

Local clos accessible à toute personne autorisée

Tout local clos où le preneur et toute personne autorisée ont accès. Sont inclus dans cette définition les parties communes d'un immeuble, les garages partagés, les parkings vélos, les box à vélos individuels ou collectifs, les locaux à vélos intérieurs et les parkings vélo dans les parking voitures.

Point d'attache fixe

La partie fixe, immobile et figée, en pierre, en métal ou en bois, solidaire d'un mur plein ou du sol, et de laquelle le vélo ou l'engin de déplacement assuré ne peut se détacher ou être détaché, même par soulèvement ou arrachement.

Réparateur

Tout vendeur ou réparateur professionnel disposant des autorisations légales requises pour s'occuper de la garde, de l'entretien et de la réparations de vélos et/ou des engins de déplacement.

Sinistre

Tout fait ayant causé un dommage pouvant donner lieu à l'application du présent contrat d'assurance.

Valeur assurée

Le montant TVA comprise tel que mentionné aux conditions particulières. Ce montant comprend :

- le prix d'achat du vélo ou de l'engin de déplacement assuré à l'état neuf, y compris la TVA si elle est non déductible ;
- augmenté des éventuelles factures d'achat des accessoires, y compris la TVA si elle est non déductible.

La copie de la (ou des) facture(s) d'achat d'un vendeur professionnel agréé doit être présentée à Aedes pour justification de la valeur assurée.

Si le vélo ou l'engin de déplacement est acquis d'occasion, la valeur assurée correspond à 85 % du prix d'achat du vélo ou de l'engin de déplacement.

La valeur assurée est plafonnée à la somme non indexée de 10.000 € TVA comprise.

Valeur conventionnelle

La valeur qui résulte de l'application, au jour du sinistre, d'un coefficient d'amortissement sur la valeur assurée du vélo ou de l'engin de déplacement assuré, tel que détaillé à l'article 8 du Titre II « Omnium vélo ».

Valeur réelle

La valeur fixée par expertise du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires au jour du sinistre.

Vandalisme

Toute détérioration intentionnelle, opérée par un tiers, du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires.

Vélo / Engin de déplacement assuré

Le vélo ou l'engin de déplacement désigné aux conditions particulières, dont la date d'achat (mentionnée sur la facture d'achat) est inférieure ou égale à 3 ans à la date de la prise d'effet du contrat et dont la facture d'achat, accessoires compris, ne dépasse pas la somme non indexée de 10.000 € TVA comprise.

Vol

Toute soustraction frauduleuse du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires pour autant que le vélo ou l'engin de déplacement assuré et/ou ses accessoires ne soient pas retrouvés dans les 7 jours de la déclaration faite à la police.

Vol par agression – « Bike-jacking »

Le vol du vélo ou de l'engin de déplacement assuré par agression physique d'un ou plusieurs occupant(s).

Vol par effraction

Le vol par effraction sur un véhicule (porte-vélo, barres de toit) pour autant que le vélo ou l'engin de déplacement assuré y soit attaché avec un antivol référencé, le vol dans un véhicule fermé à clé ou dans un local entièrement clos, couvert et fermé à clé sans antivol référencé, le vol dans un local partagé pour autant que le vélo ou l'engin de déplacement assuré y soit attaché avec un antivol référencé.

Vol à l'extérieur

Le vol avec forçement de l'antivol, sous réserve que le vélo ou l'engin de déplacement assuré soit attaché à un point d'attache fixe avec un antivol référencé.

Article 4. Définitions propres au Titre III « Police cycliste »

Assuré

Le preneur d'assurance et toute personne autorisée par ce dernier à rouler avec le vélo ou l'engin de déplacement assuré à condition qu'il en soit le conducteur ou le passager, dans le respect des prescriptions légales ou de transport du fabricant.

Autorité médicale compétente

Le praticien de l'art médical reconnu par la législation belge.

Bénéficiaire

- L'assuré en cas de lésions corporelles, à l'exclusion de toute partie subrogée.
- Les ayants droit de l'assuré pouvant prétendre à une indemnité en cas de décès de ce dernier, à l'exclusion de toute partie subrogée.

Engin de déplacement assuré

L'engin de déplacement désigné aux conditions particulières.

Prestations de tiers payeurs

Les prestations qui viennent en déduction des indemnités octroyées à l'assuré dans le cadre de la garantie, à savoir :

- les prestations « soins de santé », dues par la mutuelle ou par un autre assureur ;
- les indemnités d'incapacité primaire et d'invalidité, dues par la mutuelle ;
- les indemnités dues par un assureur accidents du travail ;
- les pensions légales de survie ;
- tout autre paiement de nature indemnitaire ou à caractère de revenu de remplacement, effectué par un tiers ou par son assureur ;
- Les prestations des tiers payeurs ne sont déduites que de la partie des indemnités relative à l'aspect matériel du dommage corporel ;
- les indemnités pour dommage moral n'entrent pas en ligne de compte dans ce calcul.

Sinistre

Tout événement soudain et indépendant de la volonté de l'assuré qui entraîne une lésion corporelle constatée par une autorité médicale compétente et dont l'une des causes est extérieure à l'organisme de l'assuré.

Vélo assuré

Le vélo désigné aux conditions particulières.

Article 5. Définitions propres au Titre V « Assistance vélo »

Accident

Tout impact entre le vélo ou l'engin de déplacement assuré et une tierce partie ou un obstacle stationnaire ou mobile qui rend impossible la poursuite du déplacement prévu avec ledit vélo ou engin de déplacement ou qui entraîne des conditions de conduite anormales ou dangereuses au sens du Code de la route affectant la sécurité du cycliste ou du vélo/de l'engin de déplacement assuré.

Assuré

Pour autant qu'il soit domicilié en Belgique et y réside habituellement :

- le preneur d'assurance ou, s'il s'agit d'une personne morale, la personne physique désignée aux conditions particulières ;
- le conjoint ou le cohabitant légal ou de fait du preneur d'assurance ;
- le conducteur autorisé du vélo ou de l'engin de déplacement assuré autre que le preneur d'assurance;

- le passager autorisé du vélo ou de l'engin de déplacement assuré lorsqu'il se trouve sur le vélo ou l'engin de déplacement.

Domicile

Le domicile légal en Belgique ou le domicile élu en Belgique du preneur d'assurance tel que repris aux conditions particulières ou, si le preneur d'assurance est une personne morale, de la personne physique désignée aux conditions particulières.

Engin de déplacement assuré

L'engin de déplacement désigné aux conditions particulières.

Incident technique

Constituent un incident technique les événements suivants :

- accident ;
- acte de vandalisme ou de malveillance ;
- crevaison ;
- panne ;
- vol et tentative de vol ;

entraînant l'immobilisation du vélo ou de l'engin de déplacement assuré sur le lieu des faits ou entraînant des conditions de conduites anormales ou dangereuses au sens du Code de la route, affectant la sécurité du cycliste ou du vélo/de l'engin de déplacement assuré.

Panne

Tout dommage subi par le vélo ou l'engin de déplacement assuré suite à l'usure, la rupture, un défaut ou un dysfonctionnement de certaines pièces rendant impossible la poursuite du déplacement prévu, ou qui entraîne des conditions de conduite anormales ou dangereuses au sens du Code de la route.

Ne constitue pas une panne le fait que la batterie ne soit pas suffisamment chargée.

Rapatriment

Le retour du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de l'assuré à son domicile en Belgique.

Vélo assuré

Le vélo désigné aux conditions particulières.

Vol et tentative de vol

Toute soustraction frauduleuse du vélo ou l'engin de déplacement assuré qui a été signalée aux autorités compétentes, ou toute tentative de soustraction qui rend impossible la poursuite du déplacement prévu, ou qui entraîne des conditions de conduite anormales ou dangereuses au sens du Code de la route.

CHAPITRE 2 : Intervenants

Article 6. Identification des intervenants

AEDES

La société anonyme AEDES, dont le siège social est établi à 5000 Namur, Route des Canons 3, et inscrite à la Banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0460.855.809, Souscripteur mandaté inscrit auprès de la F.S.M.A. (tél. : +32 (0)81 74 68 46 ; fax : +32 (0)81 73 04 87 ; mail : info@aedesgroup.be ; www.aedessa.be).

MONCEAU GENERALE ASSURANCES

MONCEAU GENERALE ASSURANCES, société anonyme à conseil d'administration au capital de 30.000.000 euros, entreprise régie par le code des assurances, dont le siège social est situé en France au 1, avenue des Cités Unies d'Europe CS 10217 - 41103 Vendôme cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Blois sous le numéro B 414.086.355, soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4, Place de Budapest 75436 Paris cedex 09 et agissant en Belgique en LPS sous l'agrément 3067 conformément aux articles 556 et suivants de la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance.

IMA BENELUX ASSISTANCE

Société effectuant les prestations d'assistance, dont le siège social est établi Parc d'affaires Zénobe Gramme, bâtiment 11/12, Square des Conduites d'eau à 4020 LIEGE.

Article 7. Agrément des intervenants

AEDES et MONCEAU GENERALE ASSURANCES sont chacun agréés ou valablement inscrits auprès de la F.S.M.A.

La F.S.M.A. est l'autorité de contrôle des entreprises d'assurances et des intermédiaires d'assurances. Son siège social est établi à 1000 Bruxelles, Rue du Congrès 12-14 (tél. : +32 (0)2 220 52 11 ; fax : +32 (0)2 220 52 75 ; www.fsma.be).

Article 8. Rôle des intervenants

- Dans le cadre de l'application du Titre I « Responsabilité civile véhicules Vélo », du Titre II « Omnium Vélo », du Titre III « Police cycliste » et du Titre IV « Protection juridique Vélo », MONCEAU GENERALE ASSURANCES confie à AEDES la production, la distribution et la gestion du contrat et des sinistres. Le risque est techniquement assuré par MONCEAU GENERALE ASSURANCES.
- Dans le cadre de l'application du Titre V « Assistance Vélo », MONCEAU GENERALE ASSURANCES confie à AEDES la distribution et la production du contrat. Le risque est techniquement assuré par MONCEAU GENERALE ASSURANCES et la gestion des sinistres est confiée par MONCEAU GENERALE ASSURANCES à IMA BENELUX, dont le siège est situé au parc d'affaires Zénobe Gramme, bâtiment 11/12, Square des Conduites d'eau à 4020 LIEGE, qui a créé en son sein AEDES Assistance.

TITRE I : RESPONSABILITE CIVILE VÉLO

Les définitions visées aux articles 1 et 2 de l'Introduction sont d'application pour le présent titre.

La présente garantie « Responsabilité civile vélo » est acquise pour autant que le preneur d'assurance ait souscrit cette garantie et qu'il en soit fait mention aux conditions particulières.

CHAPITRE 1 : Objet et étendue de l'assurance

Article 1.

Par le présent contrat, est couverte, conformément à la loi du 21 novembre 1989 et aux conditions qui suivent, la responsabilité civile encourue par les assurés à la suite d'un sinistre causé en Belgique par le vélo ou l'engin de déplacement assuré.

La garantie est accordée aussi pour un sinistre survenu dans tout pays de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède), en Islande, au Liechtenstein, en principauté de Monaco, en Norvège, à Saint-Marin, en Suisse, dans la Cité du Vatican et en principauté d'Andorre.

Lorsque le sinistre est survenu hors du territoire belge, la garantie accordée est celle prévue par la législation sur l'assurance automobile obligatoire de l'État sur le territoire duquel le sinistre a eu lieu. L'application de cette loi étrangère ne peut toutefois priver l'assuré de la garantie plus étendue que la loi belge lui accorde.

Au cas où le sinistre est survenu sur le territoire d'un pays n'appartenant pas à l'Union européenne, et pour la part de la garantie dépassant celle qu'impose la loi sur l'assurance obligatoire du pays où le sinistre a eu lieu, les exceptions, les nullités et les déchéances opposables aux assurés le sont aussi aux personnes lésées qui ne sont pas ressortissantes d'un État membre de l'Union européenne lorsque ces exceptions, nullités et déchéances trouvent leur cause dans un fait antérieur au sinistre. Les mêmes exceptions, nullités et déchéances peuvent, dans les mêmes conditions, être opposées pour toute la garantie lorsque la loi du pays sur le territoire duquel le sinistre est survenu ne prévoit pas l'inopposabilité.

La garantie est accordée pour les sinistres survenus sur la voie publique ou sur les terrains publics ou privés.

Article 2.

Lorsqu'à la suite d'un sinistre survenu dans un des pays visés à l'article 1 autre que la Belgique, une autorité étrangère exige, en vue de la protection des droits des personnes lésées, qu'une somme soit déposée pour lever la saisie du vélo ou de l'engin de déplacement assuré ou pour la mise en liberté sous caution de l'assuré, Aedes avance le cautionnement exigé ou se porte personnellement caution pour un montant maximum de 62.000 € pour le vélo ou l'engin de déplacement assuré et l'ensemble des assurés, majoré des frais de constitution et de récupération du cautionnement qui sont à charge d'Aedes.

Si le cautionnement a été versé par l'assuré, Aedes lui substitue sa caution personnelle, ou, si celle-ci n'est pas admise, rembourse à l'assuré le montant du cautionnement.

Dès que l'autorité compétente accepte de libérer le cautionnement versé ou de lever la caution apportée par Aedes, l'assuré doit remplir sur demande d'Aedes toutes les formalités qui pourraient être exigées de lui pour l'obtention de la libération ou de la mainlevée.

Lorsque l'autorité compétente confisque le montant versé par Aedes ou l'affecte en tout ou en partie au paiement d'une amende, d'une transaction pénale ou des frais de justice relatifs aux instances pénales, l'assuré est tenu de rembourser Aedes sur simple demande.

Article 3.

Est couverte la responsabilité civile :

- du preneur d'assurance ;
- du propriétaire, de tout détenteur, de tout conducteur du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et de toute personne que ce vélo ou cet engin de déplacement transporte ;
- de l'employeur des personnes précitées lorsque celles-ci sont exonérées de toute responsabilité en vertu de l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Toutefois, n'est pas couverte la responsabilité de ceux qui se sont rendus maîtres du vélo ou l'engin de déplacement assuré par vol ou violence ou par suite de recel.

Article 4.

4.1 La garantie du présent contrat s'étend, sans qu'une déclaration ne soit requise, à la responsabilité civile du preneur d'assurance ainsi que de ses conjoint et enfants, s'ils habitent avec lui et ont atteint l'âge légal de conduire, en leur qualité de cycliste ou de civilement responsable du cycliste :

- a) d'un vélo ou d'un engin de déplacement appartenant à un tiers et affecté au même usage que le vélo ou l'engin de déplacement assuré, si ce vélo ou cet engin de déplacement remplace pendant une période de 30 jours au maximum le vélo ou l'engin de déplacement assuré qui serait, pour quelle que cause que ce soit, temporairement inutilisable, ladite période commençant le jour-même où il devient inutilisable.

Lorsque le preneur d'assurance est une personne morale, la garantie est acquise au conducteur autorisé du vélo ou de l'engin de déplacement **assuré** ainsi qu'à ses conjoint et enfants, s'ils habitent avec lui et ont atteint l'âge légal de conduire, en leur qualité de cycliste ou de civilement responsable du cycliste.

- b) d'un vélo ou d'un engin de déplacement appartenant à un tiers, conduit occasionnellement, alors même que le vélo ou l'engin de déplacement assuré serait en usage.

Lorsque le preneur d'assurance est une personne morale, la garantie est acquise au conducteur du vélo ou de l'engin de déplacement **assuré**, dont l'identité est reprise aux conditions particulières, ainsi qu'à ses conjoint et enfants, s'ils habitent avec lui et ont atteint l'âge légal de conduire, en leur qualité de cycliste ou de civilement responsable du cycliste.

On entend par « tiers » au sens du présent article, toute personne autre que :

- le preneur d'assurance du présent contrat et, si le preneur d'assurance est une personne morale, le cycliste visé en a) ou b) ;
- son conjoint ;
- ses enfants habitant sous le même toit ;
- le propriétaire ou le détenteur du vélo ou de l'engin de déplacement assuré.

4.2 Dans la mesure où les personnes lésées ont obtenu réparation de leurs dommages :

- soit en vertu d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile à laquelle donne lieu le vélo ou l'engin de déplacement utilisé ;
- soit en vertu d'un autre contrat d'assurance de responsabilité civile conclu par le cycliste ;

l'extension de garantie est d'application :

- lorsque l'assureur, ayant conclu l'un des contrats précités, exerce un recours contre l'assuré dans les cas non prévus par le présent contrat à moins que l'assuré n'ait été préalablement avisé de la possibilité du recours ;
- lorsque le preneur d'assurance de l'un des contrats précités adresse à l'assuré une demande en récupération du montant du recours exercé dans les cas énumérés ci-dessus.

4.3 La garantie du présent contrat s'étend également à la responsabilité civile du preneur d'assurance ainsi que de ses conjoint et enfants, s'ils habitent avec lui, pour les dommages causés par le vélo ou l'engin de déplacement volé ou détourné et remplacé par le vélo ou l'engin de déplacement assuré pour autant :

- a) que le vol ou le détournement ait été déclaré à Aedes dans un délai de 72 heures à compter du jour où le preneur d'assurance a eu connaissance du vol ou du détournement ;
- b) que le vélo ou l'engin de déplacement volé ou détourné ait été assuré auprès d'Aedes.

Article 5.

Pour les dommages résultant de lésions corporelles, le montant de la garantie est illimité.

Pour les dommages matériels, il est limité à :

- a) 2.500 € par personne transportée pour ses vêtements et bagages personnels ;
- b) 100.000.000 € par sinistre dans tous les autres cas.

Tous les 5 ans, les montants précités sont adaptés d'office à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du Royaume. La première révision a lieu le 1^{er} janvier 2011, l'indice de base étant celui de décembre 2005 (base 2004 = 100).

Article 6.

Ne peuvent bénéficier de l'indemnisation :

- a) la personne :
 - responsable du dommage sauf s'il s'agit d'une responsabilité du fait d'autrui ;
 - qui est exonérée de toute responsabilité en vertu de l'article 18 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;
 - qui est exonérée de toute responsabilité en vertu de l'article 5 de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Toutefois, le bénéfice de l'indemnisation reste acquis à la personne partiellement responsable, pour la partie de son dommage imputable à un assuré.

- b) le conducteur du vélo ou de l'engin de déplacement assuré, pour ses dommages matériels lorsqu'il n'a pas subi de lésions corporelles.

Il peut toutefois bénéficier de l'indemnisation pour ses dommages matériels, même s'il n'a pas subi de lésions corporelles, lorsque l'action en responsabilité est fondée sur le vice du vélo ou de l'engin de déplacement assuré.

Article 7.

Sont exclus de l'assurance :

- a) les dommages causés par les vélos ou les engins de déplacement dont l'assistance électrique ou le moteur permet de dépasser 45 km/h ;
- b) les dommages au vélo ou à l'engin de déplacement assuré ;
- c) les dommages aux biens transportés par le vélo ou l'engin de déplacement assuré, sauf ce qui est prévu à l'article 5, a) ;
- d) les dommages qui, ne résultant pas de l'usage du vélo ou de l'engin de déplacement assuré, sont causés par le seul fait des biens transportés ou par les manipulations nécessitées par le transport ;
- e) les dommages découlant de la participation du vélo ou de l'engin de déplacement assuré à des courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse autorisés ;
- f) les dommages dont la réparation est organisée par la législation relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

CHAPITRE 2 : Sinistres et actions judiciaires

Article 8.

Tout sinistre doit être déclaré immédiatement par écrit à Aedes ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les conditions particulières et au plus tard dans les 8 jours de sa survenance. Cette obligation incombe à tous les assurés dont la responsabilité pourrait être engagée.

La déclaration de sinistre doit indiquer dans la mesure du possible les causes, les circonstances et les conséquences probables du sinistre, le nom, les prénoms et le domicile des témoins et des personnes lésées.

Le preneur d'assurance et les autres assurés fournissent sans retard à Aedes ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les conditions particulières tous les renseignements et documents utiles demandés par celle-ci.

Article 9.

L'assuré transmet à Aedes ou à toute autre personne désignée à cette fin dans les conditions particulières toutes citations, assignations, et généralement tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires dans les 48 heures de leur remise ou signification.

Article 10.

À partir du moment où la garantie d'Aedes est due et pour autant qu'il y soit fait appel, Aedes a l'obligation de prendre fait et cause pour l'assuré dans les limites de la garantie.

En ce qui concerne les intérêts civils, et dans la mesure où les intérêts d'Aedes et de l'assuré coïncident, Aedes a le droit de combattre, à la place de l'assuré, la réclamation de la personne lésée. Aedes peut indemniser cette dernière s'il y a lieu.

Ces interventions d'Aedes n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité dans le chef de l'assuré et ne peuvent lui causer préjudice.

L'indemnisation définitive ou le refus d'indemniser est communiqué au preneur d'assurance dans les délais les plus brefs.

Aedes est subrogée, à concurrence du montant de l'indemnité qu'elle a payée, dans les droits et actions qui peuvent appartenir à l'assuré.

Article 11.

Toute reconnaissance de responsabilité, toute transaction, toute fixation de dommage, toute promesse d'indemnisation, tout paiement faits par l'assuré, sans autorisation écrite d'Aedes, lui sont inopposables.

L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'assuré des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne peuvent constituer une cause de refus de la garantie par Aedes.

Article 12.

À concurrence de la garantie, Aedes paie l'indemnité due en principal. Aedes paie, même au-delà des limites de la garantie, les intérêts afférents à l'indemnité due en principal, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais ont été exposés par elle ou avec son accord ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne soit pas imputable à l'assuré, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.

Article 13.

Si un sinistre donne lieu à des poursuites pénales contre l'assuré, même si les intérêts civils ne sont pas réglés, l'assuré peut choisir librement ses moyens de défense à ses propres frais.

Aedes doit se limiter à déterminer les moyens de défense en relation avec l'étendue de la responsabilité de l'assuré et la hauteur des montants réclamés par la partie lésée, sans préjudice de l'article 10 en ce qui concerne les intérêts civils. L'assuré est tenu de comparaître personnellement lorsque la procédure le requiert.

Article 14.

En cas de condamnation pénale, Aedes ne peut s'opposer à ce que l'assuré épuise à ses propres frais les différents degrés de juridiction, Aedes n'ayant pas à intervenir dans le choix des voies de recours en matière pénale.

Elle a le droit de payer les indemnités quand elle le juge opportun.

Si Aedes est intervenue volontairement, elle est tenue d'aviser l'assuré, en temps utile, de tout recours qu'elle formerait contre la décision judiciaire quant à l'étendue de la responsabilité de l'assuré ; celui-ci décide à ses risques et périls de suivre ou non le recours formé par Aedes.

Article 15.

Ni les sommes perçues immédiatement lors de la constatation d'infractions au règlement général sur la police de la circulation routière, ni les transactions avec le Ministère Public, ni les amendes et décimes additionnels, ni les frais de justice relatifs aux instances pénales ne sont à charge d'Aedes.

CHAPITRE 3 : Recours d'Aedes

Article 16.

Lorsqu'Aedes est tenue envers les personnes lésées, elle a, indépendamment de toute autre action qui peut lui appartenir, un droit de recours dans les cas et contre les personnes visés à l'article 17. Le recours porte sur les indemnités au paiement desquelles Aedes est tenue en principal ainsi que sur les frais judiciaires et sur les intérêts. Il s'exerce intégralement si les sommes précitées n'excèdent pas globalement 10.412 €.

Il ne s'exerce cependant qu'à concurrence de la moitié desdites sommes lorsqu'elles excèdent 10.412 € avec un minimum de 10.412 € et un maximum de 30.987 €.

Article 17.

17.1 Aedes a un droit de recours contre le preneur d'assurance :

- a) en cas de suspension de la garantie du contrat résultant du non-paiement de la prime ;
- b) en cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelles dans la déclaration du risque tant à la conclusion qu'en cours de contrat. Ce recours s'exerce intégralement et n'est pas soumis à la limitation prévue à l'article 16 ;
- c) en cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelles dans la déclaration du risque tant à la conclusion qu'en cours de contrat, qui peuvent être reprochées au preneur d'assurance. Le montant du recours est limité à 248 € (non indexés).

Les facultés de recours ne s'exercent pas dans le cas où le contrat a fait l'objet d'une modification, conformément aux articles 1 et 2 du Titre VI « Dispositions communes ».

17.2 Aedes a un droit de recours contre l'assuré auteur du sinistre :

- a) qui a causé intentionnellement le sinistre. Ce recours s'exerce intégralement et n'est pas soumis à la limitation prévue à l'article 16 ;
- b) qui a causé le sinistre en raison de l'une des fautes lourdes suivantes : conduite en état d'ivresse ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées ;
- c) lorsque l'usage du vélo ou de l'engin de déplacement assuré a fait l'objet d'un abus de confiance, d'une escroquerie ou d'un détournement ; ce recours ne s'exerce que contre l'auteur du délit ou son complice.

17.3 Aedes a un droit de recours contre le preneur d'assurance et, s'il y a lieu, contre l'assuré autre que le preneur d'assurance :

- a) lorsque le sinistre survient pendant la participation à une course ou à un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse non autorisés ;
- b) lorsque, au moment du sinistre, le vélo ou l'engin de déplacement assuré est conduit par une personne

ne satisfaisant pas aux conditions prescrites par la loi et les règlements belges pour pouvoir conduire ce vélo ou cet engin de déplacement. Le droit de recours ne s'applique cependant pas si la personne qui conduit le vélo ou l'engin de déplacement à l'étranger a respecté les conditions prescrites par la loi et les règlements locaux pour conduire le vélo ou l'engin de déplacement assuré et n'est pas sous le coup d'une déchéance en cours en Belgique, auquel cas le droit de recours est maintenu ;

- c) lorsque le sinistre survient alors que le nombre de personnes transportées excède le nombre de places autorisées sur le vélo ou l'engin de déplacement assuré.

Lorsque le nombre de personnes transportées excède le maximum autorisé, le montant du recours est proportionnel au nombre de personnes transportées en surnombre, rapporté au nombre total des personnes effectivement transportées, sans préjudice de l'article 16.

En cas de transport de personnes non autorisées, le recours s'exerce pour le total des indemnités payées à ces personnes transportées, sans préjudice de l'article 16.

17.4 Aedes a un droit de recours contre l'assuré qui n'a pas respecté les obligations reprises à l'article 11. De toute manière, le recours n'existe que pour autant et dans la mesure où Aedes a subi un dommage, sans préjudice de l'application de l'article 16.

17.5 Aedes a un droit de recours contre l'assuré qui a omis d'accomplir un acte dans un délai déterminé par le contrat. Ce recours ne peut être exercé si l'assuré établit qu'il a accompli l'acte aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire. De toute manière, le recours n'existe que si et dans la mesure où Aedes a subi un dommage du fait de cette omission, sans préjudice de l'application de l'article 16.

TITRE II : OMNIUM VÉLO

Les définitions visées aux articles 1 et 3 de l'Introduction sont d'application pour le présent titre.

La présente garantie « Omnium vélo » est acquise pour autant que le preneur d'assurance ait souscrit cette garantie et qu'il en soit fait mention aux conditions particulières.

CHAPITRE 1 : Clause Cannibale

Aedes indemnise à première demande tout dommage qui serait couvert dans le cadre de la même garantie d'une compagnie présente sur le marché belge. Cette extension de garantie ne s'applique pas sur les montants prévus pour les seuils, les limites d'intervention financières, les franchises et les règles de stationnement relatives au vol.

CHAPITRE 2 : Objet et étendue de la garantie

Article 1. Objet de la garantie

Aedes couvre le vélo ou l'engin de déplacement assuré et/ou ses accessoires, dans les limites décrites ci-après, contre :

- a. le vol ou la tentative de vol tel que défini à l'article 3 de l'Introduction ;
- b. tout dégât matériel tel que défini à l'article 3 de l'Introduction.

Article 2. Étendue territoriale

La garantie est acquise dans le monde entier.

CHAPITRE 3 : Conditions d'assurance

Article 3. Conditions générales

- a. Pour tout vélo ou tout engin de déplacement assuré en stationnement, l'assuré est tenu d'utiliser un antivol référencé tel que défini à l'article 3, Chapitre 1 « Définitions » de l'« Introduction ». Le vélo ou l'engin de déplacement assuré doit en outre être attaché à un point d'attache fixe ;
- b. Le vélo ou l'engin de déplacement assuré peut être stocké dans un local privatif, entièrement clos, couvert et fermé à clé sans devoir être attaché à un point d'attache fixe via l'antivol référencé (la voiture fermée à clé répondant à la définition du local clos). Dans tous les autres cas, en stationnement, le vélo ou l'engin de déplacement assuré doit donc être attaché à un point d'attache fixe via l'antivol référencé ;

- c. Le stationnement dans une commune de la Région de Bruxelles-Capitale (codes postaux compris entre 1000 et 1210) est uniquement couvert lorsque le vélo ou l'engin de déplacement assuré se trouve dans un local privatif, entièrement clos, couvert et fermé à clé (sans obligation d'attache à point fixe via le cadenas référencé) ou dans un local clos accessible à toute personne autorisée (avec obligation d'attache à point fixe via le cadenas référencé) ;
- d. Concernant les engins de déplacement, l'antivol référencé doit être adapté à l'engin, c'est-à-dire permettre l'attache du cadenas à un élément de structure fiable ne pouvant être démonté ou dévissé ;
- e. Les clés de l'antivol doivent être conservées en lieu sûr ;
- f. En cas de vol, perte ou dommage de l'antivol, l'assuré est tenu de prévenir immédiatement Aedes et de le remplacer ;
- g. En cas de vol, perte ou dommage des clés de l'antivol, l'assuré est tenu de remplacer son antivol et de prévenir immédiatement Aedes ;
- h. En cas de location du vélo ou de l'engin de déplacement assuré, l'assuré est tenu d'en avertir directement Aedes.

CHAPITRE 4 : Sinistres

Article 4. Obligations de l'assuré

Dès que le sinistre s'est produit, l'assuré doit :

- a. prendre toutes mesures raisonnables pour en prévenir ou en atténuer les conséquences ;
- b. déclarer par écrit à Aedes immédiatement et au plus tard dans les 8 jours de sa survenance le sinistre, ses circonstances et ses causes connues ou présumées ;
- c. aviser immédiatement et en tout cas dans les 7 jours de la survenance du sinistre les autorités compétentes pour les sinistres relatifs au vol, à la tentative de vol ou au vandalisme ;
- d. remettre à Aedes toutes les pièces justificatives suivantes :
 - dans tous les cas :
 - o la copie de la facture d'achat du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires.
 - en cas de vol :
 - o la copie de la facture d'achat de l'antivol référencé ;
 - o le procès-verbal de dépôt de plainte délivré par les autorités compétentes ;
 - o la preuve de l'effraction du véhicule ou du local dans lequel se trouvait le vélo ou l'engin de déplacement assuré ;
 - o avertir immédiatement Aedes si le vélo ou l'engin de déplacement assuré est retrouvé.

En outre, l'assuré doit tenir à disposition d'Aedes les 2 clés de l'antivol référencé.

- en cas de dommage accidentel, partiel ou total :
 - o le devis précisant la nature des dommages et l'ampleur des réparations ;
 - o la facture de réparation ;
 - o une attestation du point de vente ou du centre de réparation si le vélo ou l'engin de déplacement assuré est déclaré « irréparable ».

Aedes peut procéder à des vérifications spécifiques et demander à l'assuré toute autre pièce justificative qu'elle estime nécessaire pour apprécier le bien-fondé de la demande d'indemnisation.

- e. prêter son concours à la police et à Aedes pour faciliter la recherche de l'auteur des faits et récupérer les biens volés ;
- f. fournir sans retard à Aedes tous les renseignements utiles et répondre aux demandes qui lui sont faites pour déterminer les circonstances et fixer l'étendue du sinistre.

Article 5. Sanction en cas de non-respect des obligations

Si l'assuré ne remplit pas une des obligations prévues à l'article 4 et qu'il en résulte un préjudice pour Aedes, celle-ci a le droit de prétendre à une réduction partielle ou totale ou à une récupération de sa prestation à concurrence du préjudice subi.

Aedes décline sa garantie si, dans une intention frauduleuse, l'assuré n'a pas exécuté ses obligations.

Article 6. Expertise

Le preneur d'assurance doit, avant toute réparation du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires, soumettre le devis à Aedes afin de procéder le cas échéant à l'expertise des dommages du vélo ou de l'engin de déplacement assuré.

Article 7. Évaluation des dommages

7.1 En cas de dommages partiels au vélo ou à l'engin de déplacement assuré et/ou à ses accessoires, le montant de ceux-ci est évalué sur la base du coût des réparations, majoré de la TVA si elle est non déductible.

7.2 En cas de perte totale, le montant des dommages est égal à la valeur du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires avant sinistre, déterminée conformément à l'article 8, déduction faite d'un dommage antérieur éventuel, majoré de la TVA si elle est non déductible.

Il y a perte totale lorsque :

- les dégâts ne sont pas réparables techniquement ;
- les frais de réparation sont supérieurs à la valeur du vélo ou de l'engin de déplacement avant sinistre déterminée conformément à l'article 8 ;
- le vélo ou l'engin de déplacement assuré n'est pas retrouvé dans les 7 jours de la réception par Aedes du procès-verbal de dépôt de plainte et ce, sauf motif légitime tel que l'impossibilité de mener à bien les démarches liées à la gestion du sinistre pour des raisons indépendantes de la volonté de l'assuré et/ou d'Aedes.

L'épave est vendue pour le compte du preneur d'assurance et l'indemnité est diminuée de la valeur de l'épave, sauf si le preneur d'assurance confirme par écrit l'abandon de l'épave au profit d'Aedes.

Article 8. Fixation de la valeur du vélo ou de l'engin de déplacement avant sinistre et de l'indemnisation

L'indemnisation en « valeur conventionnelle » implique que la base de l'indemnisation est le montant, TVA comprise si elle est non déductible, de la facture d'achat du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires à l'état neuf.

8.1 Le montant de l'indemnisation est de :

- 100 % de la valeur facture TVA comprise si elle est non déductible du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires si le vélo ou l'engin de déplacement assuré subit un sinistre entre le 1^{er} et le 18^e mois à compter de la date de la facture d'achat précitée.
- Une dégressivité de 1 % par mois est ensuite appliquée.
- Une dégressivité de 1 % par mois est appliquée dès la prise d'effet du contrat pour les vélos et les engins de déplacement d'occasion.
- A partir du 49^e mois de la date de la facture d'achat du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires, l'indemnisation se fait en valeur réelle, étant entendu que la valeur réelle du vélo ou de l'engin de déplacement et/ou des accessoires ne peut dépasser 40 % de la valeur assurée.

8.2 L'indemnisation en « valeur réelle » implique une indemnisation à concurrence de la valeur du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et/ou de ses accessoires au jour du sinistre, fixée par expertise.

Si le montant de l'indemnisation en valeur réelle est supérieur au montant de l'indemnisation en valeur conventionnelle, l'indemnisation se fera sur la base de la valeur réelle, dans les limites du montant de la facture d'achat du preneur d'assurance.

8.3 L'indemnisation est plafonnée à 6.000 € TVA comprise pour le vélo de course et le VTT tels que définis à l'article 1 de l'Introduction.

Article 9. Contestations

En cas de désaccord sur l'évaluation du dommage, celui-ci est établi contradictoirement par deux experts, nommés l'un par le preneur d'assurance, l'autre par Aedes. Chacune des parties supporte les frais et honoraires de son expert.

En cas de désaccord, les parties peuvent soumettre leurs contestations à un arbitre.

Article 10. Franchise

Pour chaque sinistre imputable à une seule et même cause,

- Aucune franchise ne sera déduite du montant de l'indemnisation pour un vélo électrique (voir article 1 de l'Introduction), un autre vélo (voir article 1 de l'Introduction) ou un engin de déplacement ;
- Une franchise de 10 % de la valeur assurée sera à déduire du montant de l'indemnisation pour les vélos de course (voir article 1 de l'Introduction) et les VTT (voir article 1 de l'Introduction) en cas de dégâts matériels ;
- Une franchise de 20 % sera à déduire du montant de l'indemnisation pour les vélos de course et les VTT en cas de perte totale ou de vol complet ;
- Une franchise de 400 € sera à déduire du montant de l'indemnisation pour tout vélo ou tout engin de déplacement donné en location.

Article 11. Paiement des indemnités

11.1 L'indemnité est égale au montant du dommage déterminé conformément aux articles 8 et 9, diminuée le cas échéant de la franchise prévue à l'article 10.

11.2 En cas de disparition du vélo ou de l'engin de déplacement assuré, l'indemnité est payée après un délai de 7 jours à dater de la réception par Aedes de l'attestation de dépôt de plainte, sauf motif légitime tel que l'impossibilité de mener à bien les démarches liées à la gestion du sinistre pour des raisons indépendantes de la volonté de l'assuré et/ou d'Aedes.

L'indemnité est payée conformément à l'article 11.1.

Si le vélo ou l'engin de déplacement est retrouvé après indemnisation, le preneur d'assurance peut :

- soit récupérer son vélo ou son engin de déplacement : il rembourse alors l'indemnité diminuée des frais de réparation éventuels ;
- soit abandonner le vélo ou l'engin de déplacement au profit d'Aedes qui en devient propriétaire : il conserve dans ce cas l'indemnité.

Si le vélo ou l'engin de déplacement est retrouvé avant indemnisation, mais que le délai de 7 jours n'a pu être respecté pour des raisons indépendantes de la volonté d'Aedes, le vélo ou l'engin de déplacement ne pourra pas être abandonné au profit d'Aedes. Seuls les frais de réparation éventuels seront pris en charge.

11.3 En cas de sinistre partiel, Aedes indemnise le preneur d'assurance, pour ce qui concerne le vélo ou l'engin de déplacement assuré, sur présentation de la facture de réparations du vélo ou de l'engin de déplacement provenant d'un professionnel agréé ou, pour ce qui concerne les accessoires, sur présentation de la facture de réparations ou de remplacement des accessoires provenant d'un professionnel agréé, déduction faite de la franchise prévue à l'article 10.

11.4 Les accessoires acquis ultérieurement à la souscription du contrat et non renseignés dans la valeur assurée sont indemnisés sur présentation de leur facture d'achat à concurrence d'un montant maximum de 500 € TVA comprise, en respectant l'amortissement prévu à l'article 8.

11.5 En cas de dommages partiels au vélo électrique ou à tout autre vélo tel que définis à l'article 1 de l'Introduction ou de panne survenus en Belgique, l'assuré peut bénéficier d'un vélo électrique de remplacement auprès du réparateur de son choix situé en Belgique jusqu'au terme des réparations. Il appartient à l'assuré d'entreprendre les démarches et formalités de prise et de remise du vélo de remplacement auprès du réparateur et de transmettre la facture de location à Aedes afin que celui-ci procède au remboursement dans les 7 jours consécutifs à la réception de la facture. L'intervention d'Aedes est limitée à un plafond de 200 € TVAC, avec un montant journalier de 25 € TVAC.

11.6 En cas de vol complet du vélo électrique ou de tout autre vélo tel que définis à l'article 1 de l'Introduction, l'assuré peut bénéficier d'un vélo électrique de remplacement auprès du réparateur de son choix jusqu'au paiement de l'indemnité. Il appartient à l'assuré d'entreprendre les démarches et formalités de prise et de remise du vélo de remplacement auprès du réparateur situé en Belgique et de transmettre la facture de location à Aedes afin que celui-ci procède au remboursement dans les 7 jours consécutifs à la réception de la facture. L'intervention d'Aedes est limitée à un plafond de 200 € TVAC, avec un montant journalier de 25 € TVAC.

Article 12. Subrogation

12.1 Aedes est subrogée, à concurrence du montant de l'indemnité qu'elle a payée, dans les droits et actions de l'assuré contre le(s) tiers obligé(s) à l'indemnisation du dommage.

Si, par le fait de l'assuré, la subrogation ne peut plus produire ses effets, Aedes peut lui réclamer la restitution de l'indemnité versée à concurrence du préjudice subi.

12.2 Sauf en cas de malveillance, Aedes n'a aucun recours contre les descendants, les ascendants, le conjoint et les alliés en ligne directe de l'assuré, ni contre les personnes vivant à son foyer, ses hôtes et les membres de

son personnel domestique.

Toutefois, Aedes peut exercer un recours contre ces personnes dans la mesure où leur responsabilité est effectivement garantie par un contrat d'assurance.

12.3 Aedes ne renonce pas à son droit de recours contre le détenteur à titre professionnel lorsqu'il est considéré comme un assuré au sens de l'article 3 de l'Introduction.

CHAPITRE 5 : Exclusions de garantie

Article 13. Exclusions générales

Aedes exclut sa garantie pour les sinistres :

- a) causés par un vélo dont l'assistance électrique permet de dépasser 45 km/h ou par un engin de déplacement dont la vitesse maximale dépasse les 45 km/h ;
- b) causés ou aggravés par le fait intentionnel de l'assuré ;
- c) survenus alors qu'au moment du sinistre, l'assuré est en état d'ivresse, en état d'intoxication alcoolique supérieure à 0,8 gramme par litre de sang (soit 0,35 mg/l d'air alvéolaire expiré) ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées, pour autant qu'Aedes démontre un lien causal entre l'état de l'assuré et le sinistre ;
- d) survenus alors que le vélo ou l'engin de déplacement assuré est conduit par un assuré qui refuse, sans motif légitime, de se soumettre à l'épreuve respiratoire ou au prélèvement sanguin ;
- e) survenus alors que le conducteur impliqué roule avec le vélo ou l'engin de déplacement assuré à l'insu de son propriétaire ou qu'il n'est pas légalement autorisé à le conduire ;
- f) survenus lors de paris, défis, rixes, délits volontaires ou actes manifestement téméraires, suicide ou tentative de suicide ;
- g) survenus lorsque l'assuré participe à une course ou à un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse ou lors d'entraînements ou d'essais en vue de telles compétitions, à l'exception des compétitions telles que définies à l'article 1 de l'Introduction ;
- h) survenus alors que le vélo ou l'engin de déplacement assuré est réquisitionné ;
- i) survenus lors de guerre ou faits de même nature, de guerre civile, de troubles civils, sociaux ou politiques, lorsque l'assuré a pris une part active à de tels événements, sauf si l'assuré démontre l'absence de relation causale entre l'événement et le sinistre ;
- j) survenus par le fait d'une explosion ou d'un accident nucléaire ;
- k) causés par la modification du noyau atomique, la radioactivité et la production de radiations ionisantes, à l'exception des irradiations médicales nécessitées par un sinistre garanti ;
- l) survenus en période de suspension de garantie suite au non-paiement de prime ;
- m) causés aux objets transportés ;
- n) causés aux objets tractés.

Article 14. Exclusions de la garantie « Vol »

Sans préjudice des exclusions générales visées à l'article 13, Aedes ne couvre pas le vol ou la tentative de vol :

- a) commis par ou avec la complicité :
 - (i) du preneur d'assurance, d'un assuré ou d'un membre de sa famille,
 - (ii) de personnes auxquelles le preneur d'assurance a confié son vélo ou son engin de déplacement ou en cas d'abus de confiance ;
- b) si l'assuré ne peut présenter à Aedes la facture d'achat d'un antivol référencé acquis dans les 30 jours de

- la date de prise d'effet du contrat ;
- c) survenant alors que le vélo ou l'engin de déplacement assuré était stationné sans être attaché à un point d'attache fixe avec un antivol référencé ou ne se trouvait pas dans un local privatif, entièrement clos, couvert et fermé à clé ;
 - d) survenant alors que le vélo ou l'engin de déplacement assuré était stationné sans être attaché à un point d'attache fixe avec un antivol référencé dans un local ne répondant pas à la définition de « local privatif, entièrement clos, couvert et fermé à clé » tel que défini à l'article 3, Chapitre 1 « Définitions » de l'« Introduction » en cas de vol par effraction ;
 - e) survenant alors que le vélo ou l'engin de déplacement assuré était stationné dans une commune de la Région de Bruxelles-Capitale (codes postaux compris entre 1000 et 1210) et ne se trouvait ni dans un local privatif, entièrement clos, couvert et fermé à clé (sans obligation d'attache à point fixe via le cadenas référencé), ni dans un local clos accessible à toute personne autorisée (avec obligation d'attache à point fixe via le cadenas référencé) ;
 - f) qui ne fait pas l'objet d'une plainte auprès des autorités judiciaires compétentes dans les 7 jours à partir de la survenance du vol ;
 - g) si l'assuré ne produit pas à Aedes, à première demande, les clés de l'antivol référencé ;
 - h) survenant lorsque le vélo ou l'engin de déplacement assuré se trouve sur une remorque, une galerie de toit ou un porte vélo, sauf si le vélo ou l'engin de déplacement assuré était attaché à la remorque, à la galerie de toit ou au porte vélo par un antivol référencé ;
 - i) de tout équipement amovible (notamment GPS, compteur, caméra, ordinateur de bord) ajouté au vélo ou à l'engin de déplacement assuré et de leurs supports ainsi que des pneus à l'exception du vol complet ;
 - j) des accessoires suivants : sacoche, pompe à vélo, bidon d'eau, sonnette, protège-vêtements, câbles, garde-chaîne, tendeurs élastiques, éclairage.

Article 15. Exclusions de la garantie « Dégâts matériels »

Sans préjudice des exclusions générales visées à l'article 13, la garantie « Dégâts matériels » n'est pas acquise :

- a) lorsque les défaillances ou les défauts sont imputables à des causes d'origine interne ou liés à l'usure du vélo ou de l'engin de déplacement assuré ;
- b) pour tout dommage aux accessoires suivants s'il ne survient pas conjointement à d'autres dommages couverts : sonnette, protège-vêtements, câbles, garde-chaîne, tendeurs élastiques, éclairage ;
- c) pour tout dommage aux vêtements ou aux accessoires du cycliste (ex.: lunette, montre, etc.) à l'exception des casques dont l'indemnisation est plafonnée à 100 € par casque et par sinistre ;
- d) pour tout dommage survenant à l'occasion de la participation à des compétitions rémunérées (hors remboursement des frais de transport) ;
- e) pour tout dommage résultant de rayures, écaillures et égratignures s'il ne survient pas conjointement à d'autres dommages couverts ;
- f) pour tout dommage aux pneus s'il ne survient pas conjointement à d'autres dommages couverts.

TITRE III : POLICE CYCLISTE

Les définitions visées aux articles 1 et 4 de l'Introduction sont d'application pour le présent titre.

La présente garantie « Police cycliste » est acquise pour autant que le preneur d'assurance ait souscrit cette garantie et qu'il en soit fait mention aux conditions particulières.

CHAPITRE 1 : Objet et étendue de la garantie

Article 1. Objet de la garantie

En cas de sinistre, Aedes indemnise, à concurrence des montants fixés dans les présentes conditions générales, le dommage corporel de l'assuré ou, en cas de décès, le dommage de ses ayants droit, indépendamment des responsabilités encourues et sous déduction des prestations de tiers payeurs.

Article 2. Étendue territoriale

La garantie est acquise en Belgique et jusqu'à 30 km des frontières limitrophes.

Article 3. Exclusions de garantie

3.1 Sont exclus de la garantie les accidents survenus :

- a) par un vélo ou un engin de déplacement dont l'assistance électrique ou le moteur permet de dépasser 45 km/h ;
- b) lorsque le sinistre est causé ou aggravé intentionnellement ;
- c) lorsque l'assuré est atteint d'une maladie ou d'une infirmité grave telle que déficience visuelle, surdité, paralysie, épilepsie, attaque apoplectique, délire alcoolique, troubles mentaux ou dépression nerveuse, sauf si l'assuré démontre l'absence de relation causale entre l' v nement et le sinistre ;
- d) lorsqu'au moment du sinistre, l'assuré est en état d'ivresse, en état d'intoxication alcoolique supérieure à 0,8 gramme par litre de sang (soit 0,35 mg/l d'air alvéolaire expiré) ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées, pour autant qu'Aedes démontre un lien causal entre l'état de l'assuré et le sinistre ;
- e) lorsque le vélo ou l'engin de déplacement assuré est conduit par un assuré qui refuse, sans motif légitime, de se soumettre à l'épreuve respiratoire ou au prélèvement sanguin ;
- f) lorsque le cycliste impliqué roule avec le vélo ou l'engin de déplacement assuré à l'insu de son propriétaire ou lorsqu'il n'est pas légalement autorisé à le conduire ;
- g) lors de paris, défis, rixes, délits volontaires ou actes manifestement téméraires, suicide ou tentative de suicide ;
- h) lorsque l'assuré participe à une course ou à un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse ou lors d'entraînements ou d'essais en vue de telles compétitions, à l'exception des compétitions telles que définies à l'article 1 de l'Introduction ;
- i) lorsque le vélo ou l'engin de déplacement assuré est donné en location ou réquisitionné ou confié notamment à un garagiste ou à une personne pratiquant la vente, la réparation, le dépannage de vélos ou d'engins de déplacement ou le contrôle du bon fonctionnement du vélo ou de l'engin de déplacement assuré ;
- j) lors de guerre ou faits de même nature, de guerre civile, de troubles civils, sociaux ou politiques, lorsque l'assuré a pris une part active à de tels événements, sauf si l'assuré démontre l'absence de relation causale entre l' v nement et le sinistre ;

- k) par le fait d'une explosion ou d'un accident nucléaire ;
- l) lorsque l'assuré effectue des prestations militaires, à l'exception des rappels ne dépassant pas 60 jours et pour autant que l'assuré ne participe pas au maintien de l'ordre en cas de grèves ou émeutes ;
- m) lorsque les défaillances ou les défauts sont imputables à des causes d'origine interne ou liés à l'usure du vélo ou de l'engin de déplacement assuré ;
- n) en période de suspension de garantie suite au non-paiement de prime.

3.2 Sont exclus de la garantie tous les états de santé préexistant au sinistre.

3.3 Sont exclus de la garantie les dommages ou l'aggravation des dommages causés par la modification du noyau atomique, la radioactivité et la production de radiations ionisantes, à l'exception des irradiations médicales nécessitées par un sinistre garanti.

CHAPITRE 2 : Sinistres

Article 4. Obligations de l'assuré

4.1 Dans les 8 jours de la survenance du sinistre ou, à défaut, aussi rapidement que cela peut raisonnablement se faire, l'assuré doit déclarer à Aedes le sinistre, ses circonstances et ses causes présumées. La déclaration doit être accompagnée d'un certificat médical détaillé décrivant les lésions encourues. Elle doit mentionner la date, le lieu, les causes et les circonstances du sinistre, ainsi que le nom et l'adresse des témoins éventuels.

4.2 L'assuré doit prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre. Ainsi, l'assuré doit suivre durant le temps nécessaire le traitement médical prescrit.

4.3 L'assuré doit fournir sans retard à Aedes tous renseignements utiles, comme par exemple le numéro de dossier répressif, et répondre aux demandes qui lui sont faites pour déterminer les circonstances et fixer l'étendue du sinistre.

L'assuré doit :

- a) recevoir les délégués d'Aedes et faciliter leurs constatations ;
- b) fournir au médecin-conseil d'Aedes un certificat médical pour l'aviser de chaque changement de son état, et ce dans les 8 jours qui suivent ce changement ;
- c) autoriser son médecin à fournir au médecin-conseil d'Aedes une description complète et sincère de son état de santé ;
- d) se soumettre aux examens de contrôle demandés par Aedes.

4.4 Par le seul fait de la souscription du présent contrat, l'assuré consent anticipativement à ce que son médecin transmette au médecin-conseil d'Aedes un certificat établissant la cause du décès.

4.5 En cas de décès de l'assuré, ses héritiers doivent immédiatement en informer Aedes, et en tout cas aussi rapidement que cela peut raisonnablement se faire.

Article 5. Sanction en cas de non-respect des obligations

Si l'assuré ne remplit pas une des obligations prévues à l'article 4 et qu'il en résulte un préjudice pour Aedes, celle-ci a le droit de prétendre à une réduction partielle ou totale ou à une récupération de sa prestation à concurrence du préjudice subi.

Aedes décline sa garantie si, dans une intention frauduleuse, l'assuré n'a pas exécuté ses obligations.

Article 6. Évaluation des dommages et fixation de l'indemnité

6.1 Décès

6.1.1 En cas de décès de l'assuré survenu immédiatement ou au plus tard 1 ans après le sinistre qui en est la cause, Aedes verse au conjoint, non divorcé ou séparé de corps, et à défaut aux héritiers légaux de l'assuré décédé jusqu'au 2ème degré inclusivement, un capital de 25.000 €.

6.1.2 Cependant, si l'assuré décédé est, au jour du sinistre, âgé de plus de 70 ans révolus ou s'il ne laisse ni conjoint non divorcé ou séparé de corps ni héritiers légaux jusqu'au 2ème degré inclusivement, Aedes limite son intervention au remboursement des frais funéraires à la personne qui les a exposés, jusqu'à concurrence d'un montant de 2.500 €.

6.1.3 Le capital décès visé à l'article 6.1 ne se cumule pas avec le capital invalidité permanente visé à l'article 6.2. Les indemnités éventuellement payées au titre d'invalidité permanente sont déduites de celles qui deviendraient exigibles en cas de décès dû à la même cause.

6.2 Invalidité permanente

6.2.1 Le degré d'invalidité permanente est déterminé par décision médicale du médecin-conseil d'Aedes ou des médecins visés à l'article 7, se référant au Barème Officiel Belge des Invalidités (B.O.B.I.), sans tenir compte de la profession exercée ou des occupations de l'assuré.

6.2.2 Les invalidités éventuelles existant déjà au moment du sinistre ne peuvent intervenir pour la détermination du degré de l'invalidité.

Si plusieurs invalidités permanentes partielles résultent d'un même sinistre, l'indemnité due par Aedes ne peut jamais dépasser le capital prévu en cas d'invalidité permanente totale.

Lorsque ces lésions portent sur un même membre, le degré d'invalidité ne pourra dépasser celui qui résulterait de la perte totale de ce membre. L'impotence fonctionnelle totale ou partielle d'un membre ou d'un organe est assimilée à la perte totale ou partielle de celui-ci.

6.2.3 Le degré d'invalidité permanente est fixé dès consolidation des lésions, celle-ci étant conventionnellement considérée comme acquise au plus tard 3 ans après la date du sinistre.

Lorsqu'Aedes estime, sur l'avis de son médecin-conseil, que l'invalidité est susceptible d'évolution, elle paie à l'assuré dans les délais maxima ci-après comptés à partir de la date du sinistre :

- a) à l'expiration d'un délai maximum de 12 mois, un premier acompte égal au tiers du capital auquel il aurait droit du fait du taux d'invalidité constaté à cette date ;
- b) à l'expiration d'un délai maximum de 24 mois, un deuxième acompte égal au tiers du capital auquel il aurait droit du fait du taux d'invalidité constaté à cette date ;
- c) à l'expiration d'un délai maximum de 36 mois, le solde du capital restant dû, compte tenu du taux d'invalidité constaté à cette date ; celui-ci est alors considéré comme définitif.

Si, par suite de l'amélioration de l'état de santé de l'assuré, le montant total des acomptes versés est supérieur à celui du capital qui lui serait dû compte tenu du taux d'invalidité constaté à l'expiration du délai de 36 mois, aucun remboursement du capital perçu en trop n'est demandé à l'assuré.

6.2.4 Si l'assuré est âgé de plus de 70 ans révolus au jour du sinistre, le capital est réduit de moitié.

6.2.5 Le capital versé à l'assuré en cas d'invalidité permanente est déterminé comme suit :

- lorsque le taux d'invalidité permanente est compris entre 1% et 25% inclus : 250 € par % d'invalidité ;
- lorsque le taux d'invalidité permanente est compris entre 26% et 100% inclus : 500 € par % d'invalidité ; limité à un plafond de 25.000 €.

6.3 Frais de traitement

Jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 2.500 € par assuré et par sinistre, Aedes rembourse les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou de clinique ou de cure thermale nécessités par le traitement médical prescrit à l'assuré pour remédier aux conséquences du sinistre, jusqu'à la consolidation des lésions, pendant une durée maximum de 3 ans.

Ces frais sont payables par Aedes après épuisement des prestations éventuelles de prises en charge par la Sécurité sociale ou par un organisme similaire auquel l'assuré est affilié.

6.4 Port du casque

Si l'assuré ne porte pas de casque au moment du sinistre, le montant de la garantie et les indemnités dues par Aedes sont réduites de moitié pour autant qu'il y ait un lien causal entre le dommage corporel et l'absence de port du casque.

Article 7. Contestation

En cas de désaccord éventuel de la part de l'assuré sur un point médical, celui-ci doit en avertir Aedes dans les 15 jours de la notification de sa décision.

La contestation est soumise contradictoirement à une commission médicale, composée de deux médecins-experts, désignés l'un par l'assuré et l'autre par Aedes. Faute d'arriver à un accord, ceux-ci désigneront un troisième médecin-expert dont le rôle sera de les départager. Si l'une des parties ne nomme pas son expert ou si les deux experts ne s'entendent pas sur le choix du troisième, la désignation en est faite par le Tribunal de première instance du lieu de domicile de l'assuré, à la requête de la partie la plus diligente. Chaque partie supporte les honoraires de son expert ; les honoraires du troisième expert sont partagés par moitié.

Article 8. Subrogation

8.1 Aedes est subrogée, à concurrence du montant de ses débours, dans les droits et actions de l'assuré ou de ses ayants droit contre le(s) tiers obligé(s) à l'indemnisation du dommage, son/leurs assureur(s) de responsabilité et tout autre organisme.

Si, par le fait de l'assuré ou de ses héritiers, la subrogation ne peut plus produire ses effets, Aedes peut lui réclamer la restitution de ses débours à concurrence du préjudice subi.

8.2 Sauf en cas de malveillance, Aedes n'a aucun recours contre les descendants, les ascendants, le conjoint et les alliés en ligne directe de l'assuré, ni contre les personnes vivant à son foyer, ses hôtes et les membres de son personnel domestique.

Toutefois, Aedes peut exercer un recours contre ces personnes dans la mesure où leur responsabilité est effectivement garantie par un contrat d'assurance.

TITRE IV : PROTECTION JURIDIQUE VÉLO

La présente garantie « Protection juridique vélo » est acquise pour autant que le preneur d'assurance ait souscrit cette garantie et qu'il en soit fait mention aux conditions particulières.

CHAPITRE 1 : Dispositions spécifiques à la protection juridique vélo

Article 1. Préalable

La présente garantie ne sortira ses effets que dans la mesure où le vélo ou l'engin de déplacement assuré est impliqué dans un sinistre.

Article 2. Vélo assuré

Est assuré le vélo ou l'engin de déplacement désigné aux conditions particulières.

Article 3. Personnes assurées

3.1 Ont la qualité d'assuré : le preneur d'assurance, les personnes qui vivent au foyer du preneur d'assurance ainsi que leurs enfants, vivant ou non au foyer du preneur d'assurance, tant qu'ils bénéficient d'allocations familiales. Ces personnes sont assurées uniquement en leur qualité de conducteur du vélo ou de l'engin de déplacement assuré.

3.2 Ont également la qualité d'assuré toute personne qui conduit le vélo ou l'engin de déplacement assuré avec le consentement préalable du preneur d'assurance ou du propriétaire de ce vélo ou de cet engin de déplacement ainsi que les passagers autorisés et transportés à titre gratuit.

Article 4. Montants assurés

Les montants assurés sont fixés à un maximum de 37.500 € TVA comprise par sinistre.

Article 5. Étendue territoriale

La garantie est acquise en Belgique et jusqu'à 30 km des frontières limitrophes.

Article 6. Précisions quant à la couverture

Aedes intervient pour les vélos ou les engins de déplacement assurés et les personnes assurées dans toutes les branches du droit pour autant qu'aucune exclusion ou limitation reprise aux termes des présentes conditions générales n'y fasse expressément obstacle.

La couverture offerte comprend donc :

6.1 La défense pénale

Est couverte la défense des assurés poursuivis pour infraction à tout type de réglementation relative à la circulation routière. Est également couvert le recours en grâce en cas de condamnation à une privation de liberté.

6.2 Le recours civil (extracontractuel)

Sont couvertes les actions en dommages et intérêts menées par un assuré contre un tiers et fondées sur une responsabilité civile extracontractuelle. Cette garantie comprend également les actions en réparation basées sur la législation sur les accidents du travail ainsi que sur l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs (usagers faibles).

6.3 La défense civile (extracontractuelle)

Est couverte la défense d'un assuré contre des actions en dommages et intérêts menées par un tiers contre lui et fondées sur une responsabilité civile extracontractuelle, à la condition que l'assuré ne bénéficie pas d'une assurance de « responsabilité civile », telle que l'assurance RC automobile ou l'assurance RC vie privée, qui prend ou qui devrait prendre en charge cette défense, pour autant qu'il n'existe pas un conflit d'intérêts avec cet assureur. La garantie est exclue lorsque l'assuré n'a pas souscrit en « bon père de famille » une assurance de « responsabilité civile » ou lorsque, ayant souscrit une telle assurance, celle-ci a été suspendue pour non-paiement de prime.

6.4 Les litiges contractuels

Est couverte la défense des intérêts juridiques de l'assuré lors de toute contestation relevant de contrats ayant pour objet le vélo ou l'engin de déplacement assuré.

6.5 Les litiges administratifs

Est prise en charge la sauvegarde des intérêts de l'assuré dans les procédures de contentieux administratifs en matière, par exemple, d'immatriculation du vélo ou de l'engin de déplacement assuré.

6.6 L'avance de fonds en dommages corporels

Est prise en charge l'avance des fonds nécessaires à la réparation du préjudice corporel de l'assuré en tant que personne physique lorsque celui-ci est victime d'un accident avec son vélo ou son engin de déplacement et qu'il est établi qu'un tiers identifié est entièrement responsable des dommages qui lui sont causés. Aedes avance 80 % du montant incontesté avec un plafond absolu d'intervention fixé à 12.500 € par sinistre. Au cas où il s'avère ultérieurement que la responsabilité de l'assuré est engagée totalement ou partiellement dans l'accident, celui-ci devra rembourser à Aedes le montant de l'avance consentie.

Article 7. Exclusions de garantie

Sans préjudice des exclusions visées à l'article 6 et au chapitre 2, sont également exclus :

- a) la faute lourde de l'assuré : conformément à l'article 62 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, sont considérés comme tels les coups et blessures volontaires, les cas de fraude et/ou d'escroquerie, le vol, les violences, l'agression, le vandalisme, la répétition des infractions à la réglementation sur le temps de repos et le chargement ;
- b) les sinistres survenus alors que le conducteur impliqué roule avec le vélo ou l'engin de déplacement assuré à l'insu de son propriétaire ou qu'il n'est pas légalement autorisé à le conduire ;
- c) les sinistres en relation avec des faits de guerre, des troubles civils ou politiques, des grèves ou lock-out auxquels l'assuré a pris une part active ;
- d) les sinistres résultant d'actes téméraires et manifestement périlleux, tels rixes, paris et défis ;
- e) les sinistres survenus pendant la participation à une course ou à un concours de vitesse, de régularité ou

- d'adresse, à l'exception des compétitions telles que définies à l'article 1.1. des « Dispositions introductives » ;
- f) les sinistres en relation avec des effets catastrophiques de l'énergie nucléaire ou des cataclysmes naturels ;
 - g) les sinistres se rapportant à la présente garantie ;
 - h) les sinistres relatifs à la défense des intérêts juridiques résultant de droits et/ou obligations qui sont cédés à l'assuré après la survenance du sinistre. Il en est de même en ce qui concerne les droits de tiers que l'assuré ferait valoir en son propre nom ;
 - i) tout ce qui relève de la compétence des tribunaux internationaux ou supranationaux ou de la compétence de la Cour constitutionnelle et de la Cour d'assises ;
 - j) les frais relatifs à l'épreuve respiratoire et à l'analyse de sang, les amendes, les décimes additionnels, les transactions pénales, et les montants à verser au Fonds d'Aide aux Victimes d'Actes Intentionnels de Violence et au Fonds d'Aide de Première Ligne ;
 - k) survenus en période de suspension de garantie suite au non-paiement de prime.

CHAPITRE 2 : Dispositions communes à toute police protection juridique

Article 8. Qu'entend-on par sinistre et besoin de protection juridique ?

Un sinistre survient lorsqu'un assuré éprouve un besoin de protection juridique à faire valoir à l'égard d'un tiers au sujet d'une matière garantie conformément aux articles 6 et 7.

Ce besoin de protection juridique est censé naître soit lorsqu'un différend se déclare entre l'assuré et un tiers au sujet d'une prétention juridique, soit lorsque l'assuré fait l'objet d'une citation à comparaître en justice, soit lors de la survenance d'un dommage dans le chef de l'assuré.

Le différend est censé survenir lorsque l'assuré ne peut plus raisonnablement douter que ses droits sont menacés.

Est considéré comme un seul sinistre l'ensemble des différends ou litiges découlant de faits générateurs identiques ayant un lien causal entre eux, quel que soit le nombre d'assurés qui feraient appel à la garantie protection juridique.

Article 9. Quand le sinistre doit-il survenir pour pouvoir bénéficier de notre garantie ?

Aedes couvre tout sinistre survenu après l'entrée en vigueur de la police protection juridique. Cependant :

- a) La garantie ne s'applique pas aux sinistres qui trouvent leur origine dans un fait ou une circonstance antérieure à la conclusion de la police protection juridique. Elle est toutefois accordée si l'assuré apporte la preuve qu'il lui était raisonnablement impossible d'avoir connaissance du caractère litigieux de ce fait ou de cette circonstance avant la conclusion de la police protection juridique.
- b) La garantie s'applique aux sinistres qui surviennent au plus tard 6 mois après la fin de la police protection juridique pour autant que l'évènement ou la circonstance qui est à l'origine du sinistre se soit produit alors que la police était en vigueur.

Article 10. Que se passe-t-il et que faut-il faire en cas de sinistre ?

10.1 La déclaration de sinistre

En cas de sinistre, l'assuré s'engage à le déclarer à Aedes dans le mois de sa survenance ou, à défaut, aussi rapidement que cela peut raisonnablement se faire.

L'assuré s'engage à fournir à Aedes tous les renseignements utiles et à répondre aux demandes qui lui sont faites pour déterminer les circonstances et l'étendue du sinistre.

Si l'assuré ne remplit pas l'une des obligations mentionnées aux alinéas précédents et qu'il en résulte un préjudice pour Aedes, elle se réserve le droit de réduire ses prestations à concurrence de ce préjudice. Aedes se réserve également le droit de décliner la totalité de sa garantie si l'assuré a agi de la sorte dans une intention frauduleuse.

10.2 Prise en charge par Aedes

Aedes assume la protection de l'assuré en lui garantissant la mise en œuvre des moyens nécessaires à la recherche d'une solution amiable, judiciaire, extra-judiciaire ou administrative.

Outre les dépenses occasionnées par la gestion du sinistre, Aedes prend également en charge, dans les limites de la garantie et à concurrence des montants assurés conformément à l'article 4, les frais relatifs à toutes démarches, enquêtes et devoirs quelconques, les frais et honoraires des avocats, experts et huissiers nécessaires à la défense des intérêts de l'assuré, les frais de procédures judiciaires - y compris en matière pénale et extrajudiciaires.

Sauf le cas de mesures conservatoires urgentes, ces frais et honoraires ne seront toutefois garantis que lorsque les démarches et devoirs qui les engendrent ont été accomplis avec l'accord préalable d'Aedes.

10.3 Droit de gestion amiable

Dès la déclaration de sinistre visée à l'article 10.1., Aedes assume la défense des intérêts de l'assuré.

Aedes examine avec l'assuré les mesures à prendre et s'engage à mettre tout en œuvre pour assumer la défense des intérêts de ce dernier. Aedes s'engage à effectuer toutes les démarches nécessaires en vue d'obtenir un arrangement à l'amiable. Il est entendu qu'Aedes n'acceptera aucune proposition ou transaction sans l'accord préalable de l'assuré.

L'assuré reconnaît qu'Aedes conserve un droit de gestion exclusive du sinistre aussi longtemps que celui-ci est susceptible de recevoir une solution amiable et qui soit acceptée par l'assuré. Ce droit de gestion amiable vaut également en matière d'indemnisation d'un préjudice corporel dont l'assuré serait victime.

Ce droit de gestion amiable est maintenu lorsque seule la partie adverse est poursuivie pénalement et que l'assuré en est avisé par le Ministère Public afin de lui permettre, le cas échéant, de se constituer partie civile. Tant qu'une solution amiable pouvant être acceptée par l'assuré demeure envisageable, Aedes conserve la gestion exclusive du dossier.

Sauf en cas d'extrême urgence, le recours d'office à un avocat, n'est donc pas pris en charge par Aedes. Si l'assuré mandate un avocat sans en avertir au préalable Aedes, celle-ci a le droit de refuser la prise en charge des frais et honoraires qui lui seront ensuite réclamés.

10.4 L'intervention d'un avocat

Lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire ou administrative, l'assuré a la liberté de choisir pour défendre, représenter ou servir ses intérêts un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure.

Chaque fois que surgit un conflit d'intérêts avec Aedes, l'assuré a la liberté de choisir, pour la défense de ses intérêts, un avocat ou, s'il préfère, toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure. Ce conflit doit être réel et concret et survient lorsque l'assuré et son adversaire sont l'un et l'autre assurés auprès d'Aedes.

Si l'assuré demande à un avocat de plaider en dehors du pays auquel il est attaché, les frais et honoraires supplémentaires entraînés par cette démarche resteront à charge de l'assuré.

Si l'assuré change d'avocat, Aedes ne prendra en charge que les frais et honoraires qui auraient résulté de l'intervention d'un seul avocat, sauf le cas où ce changement résulterait de circonstances indépendantes de la volonté de l'assuré.

Lorsque l'assuré use de la faculté de choisir lui-même son avocat, il s'engage à solliciter sur demande d'Aedes, l'intervention des instances compétentes pour fixer le montant des frais et honoraires.

10.5 L'intervention d'un expert

Si cela s'avère nécessaire, l'assuré peut faire appel à un expert (expert vélo, médecin,...) dont l'intervention est justifiée par la mise en œuvre de l'une des garanties prévues par le contrat, mais uniquement après avoir reçu l'avis favorable d'Aedes sur l'opportunité de recourir à un expert. L'assuré s'engage à communiquer à Aedes les coordonnées de l'expert choisi avant la première consultation.

Si l'assuré fait appel à un expert ou un contre-expert domicilié en dehors du pays où la mission doit être effectuée, les honoraires et frais supplémentaires qui en résulteraient resteront à charge de l'assuré. Si l'assuré change d'expert, Aedes ne prend en charge que les frais et honoraires du premier expert, sauf si ce changement résulte de raisons indépendantes de la volonté de l'assuré.

10.6 Divergence de vue entre Aedes et l'assuré

Aedes n'est pas tenue d'entamer ou de poursuivre une procédure judiciaire ni de prendre en charge les frais et honoraires qui en découlent si :

- Aedes estime que celle-ci est déraisonnable ou ne présente pas de chance sérieuse de succès ;
- l'assuré a refusé une proposition raisonnable d'accord amiable émanant de la partie adverse ;
- Aedes estime qu'après une décision judiciaire rendue en première instance, un meilleur résultat ne peut être obtenu en appel.

Dans ces trois hypothèses, Aedes s'engage néanmoins à apporter une protection maximale à l'assuré dans le cadre de la « *clause d'objectivité* », reprise au paragraphe suivant.

Ainsi, dans l'hypothèse où il existe une divergence de vue entre l'assuré et Aedes au sujet d'un des trois points repris ci-dessus, mis à part la possibilité d'entamer une procédure contre elle, l'assuré peut consulter l'avocat qui s'occupe déjà de l'affaire ou, à défaut, un avocat de son choix (ou tout autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure).

Si l'avocat confirme le point de vue d'Aedes, l'assuré supporte la moitié des honoraires et frais de consultation.

Si l'assuré poursuit la procédure malgré l'avis négatif de l'avocat, Aedes s'engage à rembourser les frais exposés si l'assuré obtient ultérieurement un meilleur résultat que celui qu'il aurait obtenu s'il avait accepté le point de vue d'Aedes.

Si l'avocat confirme le point de vue de l'assuré, ce dernier bénéficie de la garantie, en ce compris les frais de consultation.

Article 11. Subrogation et principe indemnitaire

Conformément à l'article 95 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, lorsqu'Aedes a octroyé sa garantie, elle est subrogée, à concurrence du montant des paiements effectués, dans les droits et actions de l'assuré contre le(s) tiers responsable(s). Ce droit s'étend notamment à la récupération des frais et honoraires des experts ou avocats payés par Aedes pour assurer la défense de l'assuré, dans la mesure de leur répétibilité.

Conformément au principe indemnitaire de l'assurance protection juridique, les frais récupérés à charge des tiers et les dépens, y compris l'indemnité de procédure, reviennent à Aedes et doivent lui être remboursés.

TITRE V : ASSISTANCE VÉLO

Les définitions visées aux articles 1 et 5 des « Dispositions introductives » sont d'application pour le présent titre.

SERVICE D'ASSISTANCE APRES ACCIDENT OU INCIDENT TECHNIQUE SERVICE D'ASSISTANCE APRES VOL

La validité du service d'assistance suit la validité de l'« Omnium vélo ».

MONCEAU GENERALE ASSURANCES, qui assume seule les services et indemnités indiqués dans la présente division, mandate la S.A. AEDES pour proposer le présent contrat, l'émettre, procéder au recouvrement des primes ainsi qu'aux modifications, résiliation ou annulation qui interviennent au cours de la période d'assurance.

L'organisation de l'Assistance Vélo est confiée au service Aedes Assistance, constitué à cet effet au sein d'IMA Benelux, dont le siège est situé au parc d'affaires Zénobe Gramme, bâtiment 11/12, Square des Conduites d'eau à 4020 LIEGE.

CHAPITRE 1 : Objet et étendue de la garantie

Article 1. Objet de la garantie

Aedes Assistance garantit, à concurrence des montants indiqués, taxes comprises, un service d'assistance lorsque l'assuré est victime des événements aléatoires définis dans la présente garantie.

Article 2. Étendue territoriale

Le service d'assistance est acquis en Belgique, pour autant que l'assuré se trouve à au moins 1 km de son domicile et jusqu'à 30 km des frontières limitrophes.

Le service d'assistance n'est accordé que si le vélo ou l'engin de déplacement assuré se trouve sur une voie accessible par un véhicule d'intervention d'Aedes Assistance.

Article 3. Exclusions de garantie

Ne sont pas garantis, ni remboursés :

- a) le besoin d'assistance survenu pour un vélo ou un engin de déplacement dont l'assistance électrique ou le moteur permet de dépasser 45 km/h ;
- b) les prestations fournies sans avoir été préalablement demandées à Aedes Assistance ;
- c) les conséquences d'événements provoqués par un acte intentionnel et/ou illicite de l'assuré, ainsi qu'en cas de confiscation du vélo ou de l'engin de déplacement assuré par les autorités locales en conséquence de cet acte ;
- d) le besoin d'assistance survenu alors qu'au moment du sinistre, l'assuré est en état d'ivresse, en état d'intoxication alcoolique supérieure à 0,8 gramme par litre de sang (soit 0,35 mg/l d'air alvéolaire expiré) ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées, pour

- autant qu'Aedes démontre un lien causal entre l'état de l'assuré et le sinistre ;
- e) le besoin d'assistance survenu alors que le vélo ou l'engin de déplacement assuré est conduit par un assuré qui refuse, sans motif légitime, de se soumettre à l'épreuve respiratoire ou au prélèvement sanguin ;
 - f) le besoin d'assistance survenu alors que le conducteur impliqué roule avec le vélo ou l'engin de déplacement assuré à l'insu de son propriétaire ou qu'il n'est pas légalement autorisé à le conduire ;
 - g) la participation à des compétitions ou au cours d'entraînements en vue de telles épreuves, même non rémunérées, à l'exception des compétitions telles que définies à l'article 1 de l'Introduction ;
 - h) le besoin d'assistance survenu alors que le vélo ou l'engin de déplacement assuré est réquisitionné ;
 - i) le besoin d'assistance survenu lors de guerre ou faits de même nature, de guerre civile, de troubles civils, sociaux ou politiques, lorsque l'assuré a pris une part active à de tels événements, sauf si l'assuré démontre l'absence de relation causale entre l'événement et le sinistre ;
 - j) le besoin d'assistance survenu par le fait d'une explosion ou d'un accident nucléaire ;
 - k) le besoin d'assistance survenu en cas de pannes imputables à des causes d'origine interne ou liées à l'usure du vélo ou de l'engin de déplacement assuré ;
 - l) le besoin d'assistance survenu en cas de pannes récurrentes affectant le vélo ou l'engin de déplacement assuré et causées par un défaut d'entretien ou en cas de pannes résultant de l'utilisation de pièces de rechange non originales ;
 - m) le prix des pièces détachées, les frais d'entretien du vélo ou de l'engin de déplacement assuré et les frais de réparation lorsque le vélo ou l'engin de déplacement assuré se trouve déjà chez un réparateur ;
 - n) le besoin d'assistance survenu alors que l'assuré accomplit un acte téméraire, un pari ou un défi ;
 - o) le besoin d'assistance lorsque le vélo ou l'engin de déplacement assuré se trouve sur une voie inaccessible par un véhicule d'intervention d'Aedes Assistance ;
 - p) le besoin d'assistance survenu en période de suspension de garantie suite au non-paiement de prime ;
 - q) tous les frais non explicitement cités comme étant pris en charge dans le cadre du présent contrat.

Aedes Assistance n'intervient pas pour **les pannes, au-delà de la seconde, survenues** au cours d'une même année de garantie.

CHAPITRE 2 : Conditions d'octroi du service d'assistance

Article 4. Limite d'intervention

Aedes Assistance intervient pendant la période de validité du contrat à la suite d'incidents techniques survenus tant en cours d'activités privées que professionnelles, dans les limites de l'étendue territoriale et des montants garantis.

Article 5. Déclaration : obligation et délai

En cas d'incident technique, l'assuré doit obligatoirement faire une demande d'intervention auprès d'Aedes Assistance au moment des faits, sauf disposition contraire expresse propre à certaines prestations.

Article 6. Auto-assistance

Ne donnent pas, *a posteriori*, droit à un remboursement ou à une indemnité toutes les prestations non sollicitées au moment des faits ainsi que celles refusées par l'assuré ou organisées sans l'accord d'Aedes Assistance. L'incident technique doit être impérativement signalé à Aedes Assistance dès sa survenance.

CHAPITRE 3 : Service d'Assistance

Article 7. Dépannage – remorquage en cas d'incident technique

Si le vélo ou l'engin de déplacement assuré est immobilisé à la suite d'un incident technique, Aedes Assistance organise et prend en charge l'envoi sur place d'un dépanneur ou, en cas d'impossibilité de dépanner sur place, d'un transporteur pour effectuer le remorquage du vélo ou de l'engin de déplacement assuré jusqu'au garage choisi par l'assuré. Pendant ce trajet, l'assuré peut également être emmené jusqu'à son lieu de départ ou d'arrivée.

En cas de vol du vélo ou de l'engin de déplacement assuré, Aedes Assistance organise et prend en charge les frais de transport de l'assuré jusqu'à son lieu de départ ou d'arrivée en Belgique, à concurrence d'une intervention maximale de 100 €. Cette garantie est seulement accordée si l'assuré peut prouver qu'il a pris toutes les mesures de précaution pour limiter au maximum le risque de vol du vélo ou de l'engin de déplacement et s'il a déclaré le vol aux autorités compétentes.

CHAPITRE 4 : Cadre juridique

Article 8. Subrogation

8.1 Lorsqu'elle a presté l'assistance ou payé l'indemnité, Aedes Assistance est subrogée, à concurrence du montant de ses débours, dans les droits et actions de l'assuré contre le(s) tiers obligé(s) à l'indemnisation du dommage.

Si, par le fait de l'assuré, la subrogation ne peut plus produire ses effets, Aedes Assistance peut lui réclamer la restitution de ses débours à concurrence du préjudice subi.

La subrogation ne peut nuire à l'assuré qui n'aurait été indemnisé qu'en partie. Dans ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, de préférence auprès d'Aedes Assistance.

8.2 Sauf en cas de malveillance, Aedes Assistance n'a aucun recours contre les descendants, les ascendants, le conjoint et les alliés en ligne directe de l'assuré, ni contre les personnes vivant au foyer, ses hôtes et les membres de son personnel domestique.

Toutefois, Aedes Assistance peut exercer un recours contre ces personnes dans la mesure où leur responsabilité est effectivement garantie par un contrat d'assurance.

Article 9. Pluralité d'assurances

Aedes Assistance n'intervient qu'après épuisement des garanties octroyées à la suite de prestations de la sécurité sociale ou par d'autres organismes de prévoyance, d'assurance et d'assistance auxquelles l'assuré aurait droit. Dans l'hypothèse où ces organismes prévoient entre eux un autre moyen de répartition de la charge du sinistre que celui visé ci-dessus, Aedes Assistance opte pour la clé de répartition prévue par l'article 99 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.

Lorsqu'elle a presté l'assistance ou payé l'indemnité, Aedes Assistance est subrogée, à concurrence du montant de ses débours, dans les droits et actions de l'assuré contre le(s) tiers obligé(s) à l'indemnisation du dommage.

Article 10. Obligations des parties

10.1 Obligations de l'assuré

A. Déclaration de sinistre - Assistance 24h/24h (tél. : + 32 (0)4 340 5623)

L'assuré doit, dès que possible et en tout cas dans les meilleurs délais, signaler à Aedes Assistance la survenance du sinistre.

L'assuré doit fournir sans retard tous renseignements utiles et répondre aux demandes qui lui sont faites pour déterminer les circonstances et apprécier l'étendue du sinistre.

Afin que l'assistance soit organisée de manière optimale, l'assuré veillera à contacter Aedes Assistance avant toute intervention et à n'engager des frais d'assistance qu'avec son accord.

À défaut, ces frais sont remboursés jusqu'à concurrence des montants indiqués aux conditions générales et dans la limite de ceux qu'Aedes Assistance aurait engagés si elle avait elle-même organisé le service d'assistance.

B. Devoirs de l'assuré en cas de sinistre

L'assuré doit prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences du sinistre.

Par la suite, l'assuré s'engage, dans un délai maximum de 3 mois après la survenance de l'incident technique et de l'intervention d'Aedes Assistance, à :

- fournir les justificatifs des dépenses engagées ;
- apporter les preuves des faits qui donnent droit aux prestations garanties.

C. Sanctions

Si l'assuré ne remplit pas une des obligations prévues ci-dessus et qu'il en résulte un préjudice pour Aedes Assistance, celle-ci a le droit de prétendre à une réduction partielle ou totale ou à une récupération de sa prestation à concurrence du préjudice subi.

Aedes Assistance décline sa garantie si, dans une intention frauduleuse, l'assuré n'a pas rempli les obligations énoncées ci-dessus.

10.2 Obligations d'Aedes Assistance

Aedes Assistance met tout en œuvre pour assister l'assuré et est tenue à une obligation de moyen.

Aedes Assistance ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de la non-exécution ou des retards provoqués par :

- une guerre civile ou étrangère ;
- une mobilisation générale ;
- une réquisition des hommes et du matériel par les autorités ;
- tous les actes de sabotage ou de terrorisme commis dans le cadre d'actions concertées ;
- les conflits sociaux, tels que grèves, émeutes, mouvements populaires, lock-out, etc. ;
- les effets de la radioactivité ;
- tous les cas de force majeure rendant impossible ou plus onéreuse l'exécution de la garantie.

Article 11. Intervention non-contractuelle

Dans l'intérêt de l'assuré, il se peut qu'Aedes Assistance doive prendre en charge des frais qui ne sont pas couverts par le présent contrat.

Dans ce cas, suite à la demande d'Aedes Assistance, l'assuré s'engage à en faire le remboursement dans le mois du paiement par Aedes Assistance.

TITRE VI : DISPOSITIONS COMMUNES

CHAPITRE 1 : Description et modification du risque – Déclarations du preneur d'assurance

Article 1. Déclaration du risque

1.1 Le preneur d'assurance a l'obligation de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances qui lui sont connues et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour Aedes des éléments d'appréciation du risque. S'il n'est point répondu à certaines questions écrites, par exemple les questions figurant dans la proposition d'assurance, et si Aedes a néanmoins conclu le contrat, elle ne peut, hormis le cas de fraude, se prévaloir ultérieurement de cette omission. Il en va de même si Aedes a conclu le contrat sans proposition d'assurance dûment complétée.

1.2 Lorsque l'omission ou l'inexactitude intentionnelle induit Aedes en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat est nul. Les primes échues jusqu'au moment où Aedes a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelle lui sont dues.

1.3 Lorsque l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration ne sont pas intentionnelles, Aedes propose, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude. Si la proposition de modification du contrat est refusée par le preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, Aedes peut résilier le contrat dans les 15 jours.

Néanmoins, si Aedes apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

Article 2. Modification du risque

En cours de contrat, le preneur d'assurance a l'obligation de déclarer, dans les conditions de l'article 1.1., les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré.

2.1 Lorsque le risque de survenance de l'événement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, Aedes n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, elle doit, dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation, proposer la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation. Si la proposition de modification du contrat est refusée par le preneur d'assurance ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, Aedes peut résilier le contrat dans les 15 jours.

Si Aedes apporte la preuve qu'elle n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, elle peut résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter du jour où elle a eu connaissance de l'aggravation.

2.2 Lorsqu'au cours de l'exécution du contrat, le risque de survenance de l'événement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, Aedes aurait consenti l'assurance à d'autres conditions, celle-ci accorde une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où elle a eu connaissance de la diminution du risque. Si les parties contractantes ne parviennent pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution fournie par le preneur d'assurance, celui-ci peut résilier le contrat.

CHAPITRE 2 : Prise d'effet, durée, renouvellement et fin du contrat

Article 3. Prise d'effet du contrat

Sauf convention contraire, le présent contrat prend effet à la date indiquée aux conditions particulières à 00h00.

Article 4. Durée et renouvellement du contrat

La durée du présent contrat est fixée à un an ou à une fraction d'année.

Si le contrat a été conclu pour une période d'un an, il se renouvelle tacitement par périodes successives d'un an à partir de la première échéance, à moins qu'il ait été résilié par l'une des parties au moins 3 mois avant l'arrivée du terme du contrat.

Si le contrat a été conclu pour une période inférieure à un an, il se renouvelle tacitement par périodes successives d'un an à partir de la première échéance, à moins qu'il ait été résilié par le preneur d'assurance avant l'arrivée du terme du contrat, sans aucun délai à respecter de sa part.

La résiliation prend effet à 24 heures à la date d'échéance concernée.

Article 5. Faculté de résiliation par le preneur d'assurance

Le preneur d'assurance peut résilier le contrat dans les cas visés par le présent article conformément aux dispositions du présent titre.

5.1 Police présignée ou demande d'assurance

En cas de police présignée ou de demande d'assurance, et ce sauf pour les contrats d'une durée inférieure à 30 jours, le preneur d'assurance peut résilier le contrat dans un délai de 14 jours à compter de la prise d'effet du contrat. La résiliation prend effet au moment de la notification.

5.2 A l'échéance du contrat

Le preneur d'assurance peut résilier le contrat moyennant préavis de 3 mois minimum avant l'arrivée du terme du contrat, si sa durée a été fixée à un an.

À défaut pour le preneur d'assurance de s'y opposer au moins 3 mois avant l'échéance annuelle, le contrat est reconduit tacitement pour des périodes successives d'un an.

5.3 Après sinistre

Le preneur d'assurance peut résilier le contrat après chaque déclaration de sinistre, mais au plus tard 1 mois après la notification par Aedes du paiement ou du refus de paiement de l'indemnité.

La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter du lendemain de la date du dépôt à la poste en cas de lettre recommandée, du lendemain de la signification en cas d'exploit d'huissier ou du lendemain de la date du récépissé en cas de remise de lettre de résiliation.

Le prorata de prime non absorbée est remboursé au preneur d'assurance dans un délai de 30 jours maximum.

5.4 Modification des conditions d'assurance et de la prime

En cas de modification des conditions d'assurance et/ou du tarif par Aedes, le preneur d'assurance peut résilier le contrat conformément à l'article 13.

Le preneur d'assurance peut également résilier le contrat en cas de diminution du risque assuré, si les parties ne parviennent pas à un accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution formée par le preneur d'assurance.

5.5 Disparition du risque

En cas de disparition du risque, le preneur d'assurance peut résilier le contrat conformément à l'article 8.

5.6 En cas de décès

Le/les héritier(s) peut/peuvent résilier le contrat en cas de décès du preneur d'assurance dans les 3 mois et 40 jours du décès.

5.7 En cas de faillite

Le curateur peut, dans les 3 mois qui suivent la déclaration de la faillite, résilier le contrat en cas de faillite du preneur d'assurance.

Article 6. Faculté de résiliation par Aedes

Aedes peut résilier le contrat dans les cas visés par le présent article conformément aux dispositions du présent titre.

6.1 Police présignée ou demande d'assurance

En cas de police présignée ou de demande d'assurance, et ce sauf pour les contrats d'une durée inférieure à 30 jours, Aedes peut résilier le contrat dans un délai de 14 jours à compter de la prise d'effet du contrat. La résiliation prend effet au moment de la notification.

6.2 Après sinistre

Aedes peut résilier le contrat après chaque déclaration de sinistre, mais au plus tard 1 mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité.

La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter du lendemain de la date du dépôt à la poste en cas de lettre recommandée, du lendemain de la signification en cas d'exploit d'huissier ou du lendemain de la date du réceptionné en cas de remise de lettre de résiliation.

Toutefois, ce délai est ramené à 1 mois lorsque le preneur d'assurance ou l'assuré a manqué à l'une des obligations nées de la survenance du sinistre dans l'intention de tromper Aedes, à condition que cette dernière ait déposé plainte contre le preneur d'assurance ou l'assuré devant un juge d'instruction avec constitution de partie civile ou qu'elle l'ait cité à comparaître devant la juridiction compétente, sur base des articles 193, 196, 197, 496 ou 510 à 520 du Code pénal.

Le prorata de prime non absorbée est remboursé au preneur d'assurance dans un délai de 30 jours maximum.

6.3 A l'échéance du contrat

Aedes peut résilier le contrat moyennant préavis de 3 mois minimum avant l'arrivée du terme du contrat, si sa durée a été fixée à un an.

À défaut pour Aedes de s'y opposer au moins 3 mois avant l'échéance annuelle, le contrat est reconduit tacitement pour des périodes successives d'un an.

6.4 En cas de non-paiement de la prime

Si, conformément à l'article 12.2., la garantie est suspendue pour non-paiement de prime, Aedes peut résilier le contrat si elle s'est expressément réservé cette faculté dans la mise en demeure.

La résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension de la garantie.

6.5 En cas d'omission ou inexactitude intentionnelle

En cas d'omission ou d'inexactitude intentionnelle dans la déclaration du risque au moment de la conclusion du contrat (a) ou en cours de contrat (b), Aedes peut demander la nullité (a) ou la résiliation (b) du contrat conformément aux articles 1 et 2.

6.6 En cas d'omission ou inexactitude non intentionnelle

En cas d'omission ou d'inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque au moment de la conclusion du contrat ou en cours de contrat, si le preneur d'assurance refuse ou n'accepte pas dans le délai d'un mois la proposition d'Aedes de modifier le contrat, Aedes peut résilier le contrat conformément aux articles 1 et 2.

6.7 En cas de décès

Aedes peut résilier le contrat en cas de décès du preneur d'assurance dans un délai de 3 mois après avoir eu connaissance du décès.

6.8 En cas de faillite

Aedes peut, au plus tôt 3 mois après la déclaration de la faillite, résilier le contrat en cas de faillite du preneur d'assurance.

Article 7. Modalités de résiliation

7.1 Forme de la résiliation

La résiliation se fait par envoi recommandé, par exploit d'huissier de justice ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

7.2 Prise d'effet de la résiliation

Sauf mention contraire aux articles 5 et 6, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain du dépôt à la poste de la lettre recommandée, du lendemain de la signification par exploit d'huissier ou du lendemain de la date du récépissé.

7.3 Crédit de prime

La portion de prime afférente à la période postérieure à la date de prise d'effet de la résiliation est remboursée par Aedes dans un délai de trente jours à compter de la prise d'effet de la résiliation.

Article 8. Disparition du risque

Si le risque n'existe plus et si le vélo ou l'engin de déplacement assuré n'est pas remplacé, le preneur d'assurance peut demander la résiliation de son contrat. Dans ce cas, la résiliation prend effet à la date de la demande.

Article 9. Faillite du preneur d'assurance

En cas de faillite du preneur d'assurance, le contrat subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice envers Aedes du montant des primes à échoir à partir de la déclaration de faillite, sans préjudice du droit de résiliation conformément aux articles 5.7. et 6.8.

Article 10. Décès du preneur d'assurance

En cas de décès du preneur d'assurance, les droits et obligations résultant du contrat sont maintenus au bénéfice et à la charge du ou des nouveaux titulaires de l'intérêt assuré, sans préjudice du droit de résiliation conformément aux articles 5.6. et 6.7.

CHAPITRE 3 : Paiement des primes, modification des conditions d'assurance et du tarif

Article 11. Paiement de la prime

La prime, majorée des taxes et contributions, est payable au plus tard à la date d'échéance de la prime, sur demande d'Aedes.

Si la prime n'est pas directement payée à Aedes, est libératoire le paiement de la prime fait au tiers qui le requiert et qui apparaît comme le mandataire d'Aedes pour le recevoir.

S'il y a plusieurs preneurs d'assurance, chaque preneur d'assurance est tenu solidairement et indivisiblement.

Article 12. Non-paiement de prime

12.1 Mise en demeure

En cas de défaut de paiement de la prime à la date d'échéance, Aedes peut suspendre la garantie du contrat ou résilier le contrat à condition que le preneur d'assurance ait été mis en demeure, soit par envoi recommandé, soit par exploit d'huissier.

12.2 Suspension de la garantie

La suspension de la garantie prend effet à l'expiration du délai mentionné dans la mise en demeure mais qui ne peut pas être inférieur à 15 jours à compter du lendemain du dépôt de l'envoi recommandé ou du lendemain de la signification.

Si la garantie a été suspendue, le paiement par le preneur d'assurance des primes échues, comme spécifié dans la dernière mise en demeure, met fin à cette suspension. La remise en cours de la garantie prend effet le lendemain à zéro heure du jour où Aedes a encaissé la somme.

La suspension de la garantie ne porte pas préjudice au droit d'Aedes de réclamer les primes qui viennent ultérieurement à échéance à condition que le preneur d'assurance ait été mis en demeure conformément au paragraphe 1er et que la mise en demeure rappelle la suspension de la garantie. Le droit d'Aedes est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

12.3 Résiliation du contrat

En cas de défaut de paiement de la prime, Aedes peut résilier le contrat conformément aux articles 6.4. et 7.

Article 13. Modification des conditions d'assurance et du tarif

Si Aedes souhaite modifier ses conditions d'assurance et/ou son tarif, elle applique cette modification aux contrats en cours qui viennent à échéance à partir du premier jour du quatrième mois qui suit la modification, sans préjudice du droit du preneur d'assurance à la résiliation du contrat.

Le preneur d'assurance est averti de la modification tarifaire au moins 4 mois avant l'échéance annuelle de son contrat d'assurance, à moins que lors d'une notification ultérieure de la modification tarifaire, le droit lui soit encore accordé de résilier son contrat dans un délai de 3 mois au moins à compter du jour de ladite notification. Le droit de résiliation est formellement mentionné dans la notification.

CHAPITRE 4 : Communications et notifications

Article 14. Communications à l'assuré

Toutes les communications et notifications destinées à l'assuré sont valablement faites à l'adresse qu'il a indiquée dans le contrat ou qu'il aurait notifiée ultérieurement à Aedes.

Lorsqu'il y a plusieurs assurés, toutes les communications et notifications adressée à l'un d'eux est valable à l'égard de tous.

Moyennant le consentement du preneur d'assurance, ces communications et notifications peuvent également se faire par voie électronique à la dernière adresse fournie par lui.

La langue de communication utilisée est celle du présent contrat.

Article 15. Communications aux différents intervenants repris au chapitre 2 des « Dispositions introductives »

15.1 Pour toute question relative au présent contrat, l'assuré peut s'adresser directement à son courtier ou aux services d'Aedes. Ceux-ci mettront tout en œuvre pour servir les intérêts de l'assuré au mieux.

15.2 Toutes les communications, déclarations de sinistre et notifications dans le cadre du Titre I « Responsabilité civile vélo », du Titre II « Omnium vélo » et du Titre III « Police cycliste » sont valablement faites par l'assuré auprès d'Aedes.

Ces communications peuvent se faire :

- par téléphone : +32 (0)81 74 68 46 ;
- par fax : +32 (0)81 73 04 87 ;
- par mail : info@aedesgroup.be (production) - sinistres@aedesgroup.be (sinistres) ;

- par courrier :
S.A. AEDES
Route des Canons 3
5000 Namur

15.3 Toutes les communications et notifications dans le cadre du Titre IV « Protection juridique vélo » sont valablement faites par l'assuré auprès d'Aedes, conformément à l'article 15.2.

Toute déclaration de sinistre dans le cadre du Titre IV « Protection juridique auto » est valablement faite par l'assuré auprès d'Aedes. Cette déclaration peut se faire :

- par téléphone : +32 (0)81 46 80 65 ;
- par fax : +32 (0)81 73 04 87 ;
- par mail : sinistres@aedescorpus.be ;
- par courrier :
S.A. AEDES
Route des Canons 3
5000 Namur

15.4 Toutes les communications et notifications dans le cadre du Titre V « Assistance vélo » sont valablement faites par l'assuré auprès d'Aedes, conformément à l'article 15.2.

Toute déclaration de sinistre dans le cadre du Titre V « Assistance vélo » est valablement faite par l'assuré auprès d'Aedes Assistance. Cette déclaration se fait par téléphone au +32 (0)4 340 56 23.

La langue de communication utilisée est celle du présent contrat.

CHAPITRE 5 : Droit applicable et juridictions compétentes

Article 16. Droit applicable et juridictions compétentes

16.1 Le présent contrat est régi par le droit belge.

16.2 Toute contestation pouvant survenir entre les parties relative à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat est de la compétence exclusive des tribunaux belges.

16.3 Conformément à l'article 88 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances :

- le délai de toute action dérivant du contrat d'assurance est de 3 ans ;
- l'action directe que la personne lésée possède contre l'assureur du tiers responsable en vertu de l'article 150 de la loi du 4 avril 2014, se prescrit par 5 ans à partir du fait générateur du dommage ou, s'il y a infraction pénale, à compter du jour où celle-ci a été commise.

CHAPITRE 6 : Hiérarchie des conditions

Article 17. Hiérarchie des conditions

Les conditions particulières complètent les conditions générales et les abrogent dans la mesure où elles leur seraient contraires.

CHAPITRE 7 : Traitement des réclamations et plaintes

Article 18. Traitement des réclamations et plaintes

18.1 Lorsque le preneur d'assurance ou un assuré souhaite faire part d'une plainte, il y a lieu de contacter en premier lieu le gestionnaire du dossier qui lui a été renseigné.

18.2 Dans l'hypothèse où il ne reçoit pas satisfaction, le preneur d'assurance ou l'assuré peut contacter le service de gestion des plaintes qui conciliera au mieux les différentes parties et essayera de trouver une solution.

Le preneur d'assurance ou l'assuré peut contacter Aedes :

- par mail :
 - o adresse générale : gestiondesplaintes@aedesgroup.be
 - o sinistres « Protection Juridique » : gestiondesplaintes@aedescorp.be ;
- par fax : +32 (0)81 73 04 87 ;
- par courrier :
S.A. AEDES
Service de gestion des plaintes
Route des Canons 3
5000 Namur

18.3 En cas de réponse insatisfaisante de la part du service de gestion des plaintes, le preneur d'assurance ou l'assuré a la possibilité de contacter l'Ombudsman des Assurances (www.ombudsman.be).

La plainte peut être introduite :

- par mail : info@ombudsman.as ;
- par fax: +32 (0)2 547 59 75 ;
- par téléphone : +32 (0)2 547 58 71 ;
- par courrier :
Ombudsman des Assurances
Square de Meeûs 35
1000 Bruxelles

CHAPITRE 8 : Traitement des données à caractère personnel

Article 19. Traitement des données à caractère personnel

19.1 Les données à caractère personnel suivantes que le preneur d'assurance communique :

- Nom et prénom ;
- Image ;
- Profession ;
- Domicile ou résidence ;
- Coordonnées téléphoniques et électroniques ;
- Date et lieu de naissance ;
- Etat civil ;
- Coordonnées bancaires ;
- Données relatives au dossier, en ce compris, s'il échet et dans la mesure nécessaire à la gestion du dossier, les données sensibles et relatives à la santé, le cas échéant, sans l'intervention d'un professionnel de la santé ;
- Données relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux, à des suspicions, à des poursuites ou condamnations ;

sont traitées par Aedes, en sa qualité de Responsable du Traitement, conformément à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, ce sur quoi le preneur d'assurance marque expressément son consentement.

Aedes sous-traite l'exécution de certaines finalités à d'autres intervenants, qui se sont contractuellement engagés à traiter ces données dans le respect de cette même loi.

19.2 Ces données sont exclusivement traitées pour les finalités suivantes :

- a) en vue de la gestion de la clientèle et de la réalisation d'études de marché ou d'études statistiques ;
- b) en vue de l'émission, du recouvrement et de la vérification des factures ;
- c) dans le cadre de la relation contractuelle ; ainsi elles sont utilisées notamment pour la détermination de la prime, pour l'appréciation du risque et le traitement des sinistres, pour les évaluations statistiques et la surveillance du portefeuille ; la personne concernée donne son consentement pour le traitement des données relatives à sa santé par les gestionnaires d'Aedes dans l'exercice de leur fonction et lorsque l'acceptation, la gestion ou l'exécution du contrat le requiert ;
- d) en vue de respecter les obligations en vertu de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ;
- e) en vue de détecter, prévenir et lutter contre la fraude à l'assurance ;
- f) en vue de la communication des lettres d'information papier et électronique, finalité à laquelle le preneur d'assurance adhère expressément par la signature du présent contrat ;
- g) afin de communiquer de nouvelles finalités.

Ces données sont utilisées pour les seules finalités susvisées, sauf opposition expresse ultérieure relative à la finalité reprise au point f).

En fournissant ces données à caractère personnel, le preneur d'assurance donne l'autorisation expresse à Aedes de traiter ces informations pour les finalités indiquées ci-dessus.

19.3 Ces données à caractère personnel communiquées sont enregistrées dans un fichier dont Aedes est maître et responsable du traitement. Elles sont conservées pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres et pendant le délai légal de conservation ou de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins-conseils, réassureurs, co-assureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel Aedes peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

19.4 La personne concernée autorise Aedes à traiter les données à caractère personnel, communiquées par elle-même ou reçues légitimement de tiers, à des fins de marketing direct, promotion et autres sur ses produits et services.

La personne concernée autorise Aedes à communiquer ces données à des entreprises en relation avec elle aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, promotion et autres sur leurs produits et services.

La personne concernée autorise Aedes à communiquer ces données à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service à son bénéfice.

Ces traitements sont réalisés d'une part en vertu du consentement de la personne concernée et d'autre part pour répondre aux intérêts légitimes d'Aedes dans le cadre de l'exercice de leurs activités.

Ces données ne sont transmises à aucun tiers autre que précisé ci-dessus et pour les finalités énoncées ci-dessus, dans le strict respect de la législation précitée.

19.5 La personne concernée a le droit :

- d'obtenir la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel lorsque c'est légalement possible ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel lorsque c'est possible ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes d'Aedes ;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible ;
- de retirer son consentement à tout moment lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui-ci.

Le Président du Tribunal de première instance est compétent pour juger toute demande relative au droit d'obtenir communication, rectification ou suppression de données à caractère personnel, lorsqu'aucune suite n'a été donnée à la demande dans les 45 jours de ladite demande ou lorsque celle-ci a été rejetée.

Si, à n'importe quel moment, le preneur d'assurance considère qu'Aedes ne respecte pas sa vie privée, il est invité à adresser une lettre ou un email à Aedes, accompagné d'une photocopie recto-verso de sa carte d'identité, à l'adresse dpo@aedesgroup.be, qui mettra tout en œuvre pour déceler et apporter une solution au problème.

Si le preneur d'assurance est une personne morale, la personne signataire du présent contrat marque son accord sur la présente clause. Par ailleurs, le preneur d'assurance s'engage à recueillir l'accord explicite de toutes autres personnes de sa société quant au traitement de leurs données à caractère personnel dans les conditions ici décrites.

19.6 Pour de plus amples informations, le preneur d'assurance peut contacter Aedes :

- par téléphone : +32 (0)81 74 68 46 ;
- par fax : +32 (0)81 73 04 87 ;
- par mail : info@aedesgroup.be ;
- par courrier : S.A. AEDES, Route des Canons 3, 5000 Namur.

Le preneur d'assurance peut également consulter la Notice Vie privée d'Aedes sur le site web : www.aedessa.be.

Si la personne concernée estime qu'Aedes ne respecte pas la réglementation, elle peut introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données à l'adresse suivante :

- Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles ;
- Tél. : + 32 (0)2 274 48 00 ;
- Fax : + 32 (0)2 274 48 35 ;
- Mail : contact@apd-gba.be.

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

CHAPITRE 9 : Politique en matière de gestion des conflits d'intérêts

Article 20. Politique en matière de gestion des conflits d'intérêts

La politique d'Aedes en matière de gestion des conflits d'intérêts est disponible sur le site internet (www.aedessa.be). Sur simple demande, le preneur d'assurance peut obtenir un complément d'information sur cette politique sur support durable.

S.A. AEDES
Route des Canons, 3 - 5000 Namur
Tél : +32 (0)81/74 68 46 - Fax : +32 (0)81/73 04 87
www.aedessa.be

Mail : info@aedesgroup.be
RPM Namur BE 0460.855.809
IBAN BE82 0682 4626 7768
BIC : GKCCBEBB